



PPS information

Bulletin interieur d'Information et d'Analyse

SOMMAIRE :

1. L'ACTUALITE

- . La nouvelle crise pétrolière p. 5
- . Où en est le plan quadriennal ? p. 7

2. PROJETS ET REALISATIONS

- . Le programme spécial du Titteri : un cadeau à la bourgeoisie p. 9
- . Programme spécial de Kabylie : beaucoup de promesses, peu de réalisations p. 17

3. SITUATION DES MASSES

- . Les accidents du travail en Algérie p. 23
- . A bas les affameurs p. 25
- . Des "calamités naturelles" qui ne touchent que les masses p. 25

4. EN VRAC

p. 29

5. DES CAMARADES NOUS ECRIVENT DU PAYS

p. 37

6. LE MECONTENTEMENT POPULAIRE GRANDIT

p. 45

7. A NOTER

- . Le statut juridique des émigrés p. 50

8. PILLAGE ... GASPILLAGE

- . Le scandale des bordelaises p. 55
- . Commerce et sous-développement p. 58

9. DANS LE MONDE

- . Coup d'Etat au Ghana p. 63
- . Les étudiants demandent des comptes à EL SADATE p. 65

Editorial

La situation de notre pays s'est brusquement aggravée au cours de ces derniers mois. On peut la caractériser en deux phrases : détérioration de la situation des masses populaires, crise ouverte au sein des classes dirigeantes.

En ce qui concerne les masses, le gouvernement avait promis une amélioration de leur sort, grâce au plan quadriennal qui devait transformer radicalement la vie des Algériens. Or, ce que l'on constate, c'est la détérioration des conditions d'existence du peuple et cela pour toutes les couches et dans tous les domaines.

Ainsi, la hausse généralisée des prix, des denrées de première nécessité réduit dangereusement le pouvoir d'achat des travailleurs des familles d'émigrés, et rend de plus en plus aléatoire la survie des millions d'hommes, de femmes et d'enfants démunis de ressources. Cet accroissement du coût de la vie est dû, pour une large part, à la ponction que fait l'Etat sur les consommateurs sous la forme de taxes et d'impôts indirects qui grèvent lourdement les pop..

L'Algérie est un des pays du monde où les taxes à la consommation sont les plus élevées. L'Etat justifie sa politique par la nécessité de l'austérité, mais dans la pratique, cette austérité ne touche que les masses les plus démunies, car les nantis ont un pouvoir d'achat trop élevé pour être gênés par cette politique.

Cette situation s'aggrave encore plus du fait de l'insuffisance de la production nationale qui couvre de moins en moins les besoins élémentaires de la population et qui oblige notre pays à recourir aux importations. Cette insuffisance provoque une pénurie quasi-permanente de la plupart des denrées de base, pommes-de-terre, huile, beurre, semoule, sucre, ciment, piles, gaz, etc... qui favorise la spéculation et le marché noir (certains produits se vendent jusqu'à cinq fois leur prix normal).

Ce pompage réalisé sur le dos des masses par le biais des impôts indirects, des taxes à la consommation, de la spéculation et du marché noir est un des moyens principaux de l'enrichissement de la bourgeoisie algérienne.

Pourtant, cette montée du coût de la vie serait acceptable si parallèlement il y avait un accroissement correspondant des revenus de la masse des Algériens. Or, les salaires des travailleurs sont bloqués au nom de l'austérité (pour certains ils n'ont pas bougé depuis 1962, alors que le coût de la vie a doublé ou triplé). En outre, il ne faut pas oublier qu'un salaire fait vivre en moyenne onze personnes. Les revenus par tête sont pour une majorité du peuple algérien au-dessous du minimum vital: "El Moudjahid" parle, par exemple, de 160 DA par an et par tête pour la paysannerie pauvre (et certainement moins de 100 DA pour les populations du Sud). Or, les revenus des couches supérieures de l'appareil d'Etat, de l'armée, des sociétés nationales sont constamment réajustés.

Et si les travailleurs demandent des augmentations de salaire, leurs mouvements de revendications sont durement réprimés et certains d'entre eux sont mis à pied. Les organisations syndicales ayant été détruites depuis longtemps, les travailleurs ont à leur disposition peu de moyens pour défendre leurs intérêts. D'ailleurs, les droits les plus légitimes sont bafoués d'une façon constante et il n'est pas rare que les directeurs déclarent aux travailleurs "si vous n'êtes pas contents, vous pouvez partir, il y en a des tas qui attendent vos places".

Et, le plus beau, c'est que cela est vrai. Des masses importantes de paysans, chassés de leur campagne par la faim, attirés par les discours démagogiques du pouvoir sur la soi-disant industrialisation s'entassent dans les bidonvilles de plus en plus nombreux qui ceignent les centres urbains. Cette augmentation du nombre de chômeurs, la nouvelle bourgeoisie l'utilise pour surexploiter et écraser les travailleurs qui n'osent plus revendiquer de peur de perdre leur gagne-pain, si minime soit-il.

De fait, ce sont les travailleurs, les masses qui payent le prix de cette soi-disant industrialisation. Mais, elle n'en tire aucun avantage, pas même des emplois. En effet, le nombre d'emplois créés est minime en regard des sacrifices consentis. Le pouvoir fait état de 150 000 emplois créés durant la première moitié du plan quadriennal. Ce chiffre est honteusement gonflé et la plupart des emplois créés sont des emplois temporaires, il suffit de travailler six jours par mois pour être compté comme travailleur. En réalité, les emplois stables créés ne compensent même pas ceux qui sont perdus du fait de la fermeture d'usines et des licenciements dans l'autogestion.

Mais, ce tableau déjà bien noir donne une idée bien insuffisante de la situation des masses, car il faudrait mentionner les conditions déplorables de logement, le manque d'eau et d'électricité, l'absence d'hygiène, le développement des maladies qui menacent dangereusement la santé du peuple, les carences criminelles dans l'organisation sanitaire, le simulacre de scolarisation, les jeunes livrés à la boisson, aux cartes et aux dominos etc ...

La soupape de sécurité qui empêche l'explosion, ce sont en fin de compte les émigrés qui, en se sacrifiant au maximum, rapatrient les sommes considérables nécessaires à la survie d'une grande partie de la population. Mais, là encore, le pouvoir trouve le moyen de s'approprier une partie de cet argent puis que sous prétexte d'une dévaluation des monnaies européennes, il prélève 17,5 % sur les mandats.

Bien sûr, les responsables algériens pleignent les émigrés à longueur de discours et leur promettent pour très bientôt la "réinsertion". Mais, au même moment, dans les négociations sur l'émigration, ils réclament une augmentation du contingent des Algériens admis à émigrer en France et crient au scandale quand ce dernier pays refuse d'admettre plus de 25 000 nouveaux émigrés par an, (chiffre déjà trop élevé).

Revenons maintenant à la crise du sommet. C'est certainement la plus grave à laquelle ait eu à faire face le régime de BOUMEDIENNE. Plusieurs années de fuite en avant, de problèmes non résolus, ont accumulé les désaccords, les conflits entre les différentes fractions des classes dirigeantes :

- la nouvelle bourgeoisie issue du F.L.N. - A.L.N., installée principalement dans certains appareils étatiques et dans les affaires privées (commerce, import-export, petites entreprises industrielles, hôtellerie, domaines agricoles). Elle est représentée politiquement par l'ex clan d'Oudja (diminué de BOUMEDIENNE) qui contrôle certains ministères et le Parti du F.L.N.

- la nouvelle bourgeoisie d'Etat - bureaucratique et technocratique - regroupant autour de ABDESSLEM un ensemble d'universitaires, de cadres anciens de la colonisation qui jouent un rôle dominant dans l'économie du pays à travers les sociétés nationales.

A ces deux couches importantes, il faudrait ajouter les propriétaires fonciers, l'ancienne bourgeoisie, les féodalités politico-économiques formées localement et qui profitent des programmes spéciaux, les officiers de l'A.N.P. issus des académies militaires, les cadres des appareils administratifs, judi-

cières, les membres des professions libérales, sans oublier au bas de l'échelle, mais aux appétits démesurés, les couches moyennes de la petite bourgeoisie bureaucratique qui cherchent à grimper les échelons.

Tout ce monde de privilégiés et de nantis n'a pu maintenir une unité de façade que dans la mesure où le gâteau était assez grand pour tous.

Ces derniers mois, ces contradictions internes de la bourgeoisie se sont aggravées sous l'influence des deux facteurs suivants :

- la nationalisation du pétrole a caché de violents affrontements, car elle correspondait à une montée de la bourgeoisie d'Etat qui, en renforçant son contrôle sur les moyens de production, cherchait par la même occasion à renforcer son pouvoir politique, les autres couches de la bourgeoisie lui reprochant notamment son inefficacité sur le plan économique et les énormes gaspillages engendrés par sa politique. On soulignait à loisir que la SONATRACH la S.M.S. étaient des gouffres pour les finances du pays.

Les attaques devinrent plus violentes au cours de l'été du fait de la chute brutale des rentrées en devises et les restrictions apportées par le pouvoir aux importations, restrictions qui touchèrent davantage les capitalistes privés et la bourgeoisie compradore. Des rumeurs persistantes ont d'ailleurs couru sur l'arrestation de GHOUALI (P.D.G. de la SONATRACH) et de YAKER (Ministre du Commerce) qui auraient été impliqués dans des affaires de détournements.

Cette campagne prit une telle ampleur que la presse s'en fit l'écho et que BOUMEDIENNE a dû y faire allusion dans ses discours. Depuis, lors, on relève fréquemment des attaques contre ceux "qui se complaisent dans le dénigrement systématique". Un autre indice de la décomposition du pouvoir est donné par le fait que les réunions du Conseil de la Révolution sont de plus en plus irrégulières. Tout se passe au niveau du pouvoir comme si chaque Wali, chaque ministre, chaque P.D.G. faisait ce que bon lui semble.

- L'autre facteur de la dégradation des rapports entre les différentes fractions de la bourgeoisie, c'est le "décollage" espéré du fait de la mise en route du Plan quadriennal ne s'est pas effectué comme prévu. Les échecs sont tellement nombreux qu'ils ne peuvent plus être cachés. La bourgeoisie d'Etat avait en effet tout misé sur le développement de certains pôles de croissance, rentables à court terme pour l'impérialisme dont elle voulait être l'intermédiaire privilégié. Mais, tout n'a pas marché selon ses prévisions, notamment, elle n'a pas encore reçu les millions de dollars américains, financement du projet d'exportation de gaz et qui devait enflouer ses caisses. De ce fait, elle n'a pu tenir ses engagements face à ses partenaires qui, aujourd'hui, font remarquer que les sociétés nationales ont été incapables d'apporter la contribution de 120 milliards d'anciens francs pour le financement du budget. Bien plus, le Ministre des Finances, prenant acte de cette carence, a réduit de 50 % la contribution des sociétés nationales pour 1972. Les capitaux venant à manquer de plus en plus, les conflits se sont amplifiés. Et, c'est bientôt la politique globale qui est remise en question. La bourgeoisie compradore et ses différents alliés souhaitent une libéralisation au plan économique qui lui permette de signer directement des accords avec les puissances impérialistes. La bourgeoisie d'Etat, devant ces difficultés cherche encore plus à accroître ses ressources.

Son offensive a pris trois directions :

- drainer l'épargne privée vers le secteur public. C'est la campagne "bons d'équipements" et caisse d'épargne qui n'a pas donné les résultats escomptés. Les détenteurs de capitaux ne faisant pas confiance au pouvoir.

./.

- contrôler le commerce intérieur : prenant comme prétexte la spéculation, il s'agit pour elle d'étendre son influence au commerce de gros et de demi-gros (par exemple, la commercialisation des eaux minérales).

- lancer une opération "révolution agraire" de grande envergure. On ne peut comprendre le sens politique de la campagne de la "révolution agraire" que si on la place précisément dans le cadre des contradictions internes de la bourgeoisie.

Elle poursuit un triple objectif.

Il s'agit en l'occurrence :

. de camoufler l'échec de la soi-disant industrialisation. Le pouvoir change son fusil d'épaule et se donne un nouveau cheval de bataille, un nouvel argument de propagande en lançant une campagne sur la "révolution agraire" présentée comme la solution à tous les maux de l'Algérie. Il détourne d'émagiquement l'attention des masses des usines dont on n'a construit que les murs vers le secteur agraire.

. de tenter une ultime action pour stopper l'exode rural et relancer la production agricole.

. de faire peser une menace sur la bourgeoisie foncière et ses alliés, afin qu'elle cesse ses campagnes contre la bourgeoisie d'Etat.

Enfin, il faut voir dans cette opération, une manœuvre personnelle de BOUMEDIENNE, soutenu par les révisionnistes qui - tout comme BEN BELLA avait tenté de manipuler les ouvriers de l'autogestion pour se créer une base populaire - cherche à passer pour le défenseur des paysans pauvres, contre les nantis. Son ton de justicier et ses menaces contre ceux qui "ne connaissent pas les réalités" sont, à ce titre, très significatifs.

Il est vrai que dans les affrontements qui se préparent il aura bien besoin de gens pour le soutenir, car, en ne voulant pas trancher clairement, il fait figure de plus en plus d'homme isolé.

o o o

L'Actualité

LA NOUVELLE CRISE PETROLIERE

Après la dévaluation du dollar de 8,57 % décidée par Washington, les pays membres de l'O.P.E.P. (Golfe Persique, Algérie et Lybie) et les dirigeants des cinq compagnies pétrolières (ESSO, SCHELL, BRITISH PETROLEUM, ATLANTIC RICHFIELD et la TEXACO) se sont retrouvés à Genève le 10 janvier 1972.

Les pays membres de l'O.P.E.P. réclamaient un *"réajustement des prix"*. Ils souhaitaient un relèvement de 10 à 12 %. Les compagnies proposaient de *"recourir à un indice trimestriel du coût des produits importés par les pays producteurs et le niveau des importations servirait de base à cet indice, calculé sur les données fournies par le Fonds Monétaire International."* Cela permettait de compléter la prime d'inflation de 2,5 % par an, consentie dans les accords de Téhéran signés en février 1971.

L'O.P.E.P. estima cet indice insuffisant. Le Chah d'Iran dans une interview accordée à des journalistes suisses précisa qu'il n'était aucunement question de remettre en cause les accords de Téhéran, mais, *"en revanche, ce qui n'est pas discutable, c'est le taux de dévaluation du dollar par rapport à l'or, c'est-à-dire 8,57 %."* Ces 8,57 % *représentent évidemment la dernière proposition que nous pouvons faire*". (Le Monde du 18 janvier 1972).

On peut comprendre aisément pourquoi les pays de l'O.P.E.P. réclamaient ce réajustement ; l'enjeu est grand. Il porte sur *"quelques centaines de millions de dollars"*.

L'O.P.E.P. menaça à plusieurs reprises de rompre les négociations démagogiquement. L'Algérie et la Lybie, malgré une perte de production (moins 22,8 % pour l'Algérie et moins 17,1 % pour la Lybie) se montrèrent plus réservées.

Les observateurs sont unanimes à observer qu'il est difficile pour l'Algérie de mettre un quelconque embargo sur ses exportations au moment où elle venait de *"signer d'importants contrats de fournitures de pétrole et de gaz avec des compagnies, notamment des compagnies américaines"*.

Le 20 janvier, la crise s'achève, un accord est signé. Les compagnies pétrolières consentent une hausse des prix affichés du pétrole de 8,49 %, ce qui permet une majoration de 700 millions de dollars (soit 3,5 milliards de francs) des revenus pétroliers des pays exportateurs du Golfe Persique. Les compagnies ont *"traité uniquement avec les seuls pays du Golfe Persique"*.

De nouvelles négociations s'ouvrent le 20 janvier 1972 à Genève. Elles portent sur la participation dans les concessions pétrolières du pays du Golfe Persique qui n'ont pas déjà nationalisé leur production. La participation réclamée est de l'ordre de 20 %. Deux problèmes seront posés :

- d'une part, la compensation à verser aux compagnies pour la cession de ces 20 % ;

- et, d'autre part, la commercialisation de ces 20 %, soit environ 200 millions de tonnes.

Ainsi, la crise du dollar a des répercussions sur la question du pétrole et les relations entre les sociétés pétrolières et les pays producteurs. L'aggravation des contradictions du système impérialiste a créé des conditions favorables aux bourgeoisies locales qui profitent de la situation pour augmenter leur part du gâteau tout en faisant figure de progressistes, face à des peuples las d'une exploitation sans merci et de plus en plus conscients de la nécessité d'en finir.

o o o

OU EN EST LE PLAN QUADRIENNAL ?

Un communiqué officiel consacré au bilan des deux premières années du Plan quadriennal vient d'être publié. Il se révèle particulièrement vague et discret sur les réalisations.

Selon ce document, il y aurait eu, jusqu'à présent, 14 milliards de D.A. d'investissements publics, dont 8 pour le développement industriel. Il est difficile d'accorder un quelconque crédit à ces chiffres pour deux raisons :

1) les sources de financement ne sont pas indiquées et, comme on prétend par ailleurs que les investissements ont été réalisés grâce à l'effort interne, on voit mal comment les capitaux "nationaux" ont pu couvrir de tels investissements. Il est évident que l'Etat algérien a dû recourir à des capitaux étrangers et cela dans une grande mesure.

2) ce chiffre de 14 milliards correspond aux prévisions. Cela signifierait donc que tous les projets ont été exécutés. Or, le moins que l'on puisse dire, c'est que l'optimisme du sommet est loin d'être délirant. On se contente d'affirmer que le plan s'exécute "correctement". Quand on connaît les tendances à l'autosatisfaction du régime actuel et sa démagogie, ce "correctement" signifie échec. D'après certaines informations, le Plan se serait réalisé à 9 % au cours des deux premières années. Ce retard dans les réalisations est reconnu par KHOAJA, Secrétaire d'Etat au Plan qui déclare : *"si l'on se réfère aux échéanciers très précis qui ont été élaborés pour chaque projet en 1969, il est évident que le cours de l'action ne les a pas respecté à la lettre"*.

Ainsi, KAID AHMED avait bien raison quand il affirmait que le Plan se réaliserait coûte que coûte, même s'il fallait y consacrer dix ans.

Mais, les chiffres des investissements ne sont pas les seuls à avoir été gonflés. Pour les créations d'emplois, on peut lire qu'elles ont atteint de 90 000 à 100 000 en 1970 et autour de 50 000 en 1971. Cette imprécision est révélatrice ; en fait, la plupart des emplois créés sont des emplois temporaires dans le bâtiment notamment. Par exemple, au cours du programme spécial pour la Kabylie, 25 000 emplois auraient été créés. Or, avec la fin du programme, ces emplois n'existent plus.

Le communiqué renferme d'autres indications intéressantes : on constate que le problème ne se situe pas dans le volume des dépenses qui sont "correctement" effectuées, mais au niveau du résultat des investissements qui n'aboutissent à aucune réalisation concrète. Tous les projets sont en retard, alors que les crédits sont largement épuisés. Aussi, le pouvoir recommande-t-il une *"discipline plus grande dans l'exécution des objectifs du Plan"*. Il constate la nécessité *"d'une meilleure coordination des processus, d'une plus grande cohérence dans la mise en oeuvre des différentes opérations"*. Il demande un ajustement des priorités, notamment *"pour accélérer l'achèvement des chantiers les plus avancés, en toute priorité par rapport à l'ouverture de nouveaux chantiers"*. Enfin, il manifeste son intention de combattre la tendance au *"dépassement du devis"* et recommande aux entreprises de *"dégager des économies"*. Il fait appel aux différentes instances pour une gestion plus rigoureuse, pour *"une compression des prix au niveau de la construction des projets et de leur réalisation"*.

Bref, toutes ces préoccupations du pouvoir montrent bien que les calculs de rentabilité n'ont pas été appliqués dans la réalité et que les caisses se sont vidées progressivement, alors que les capacités de production des entreprises sont très problématiques. Enfin, il demande aux responsables *"d'intensifier la lutte contre le gaspillage"*, ce qui est une formule creuse puisque l'on sait que c'est ce gaspillage qui est à la base de l'enrichissement de la bourgeoisie.

Le communiqué reconnaît, en outre, d'une façon implicite que les exportations ont baissé. Aussi, recommande-t-il aux sociétés de faire de leur mieux pour les accroître au cours des années 1972-73. Il est évident que cette baisse des exportations est liée à la crise du pétrole et à la non réalisation du contrat avec EL PASO, lui-même conséquence de la crise du dollar, (quand l'impérialisme tousse, l'Algérie s'enrhume).

Pour ce qui concerne les importations, *"toutes les entraves devront être levées pour satisfaire :*

- les besoins de consommation des populations ;
- les besoins en biens et matières nécessaires à la bonne marche des entreprises ;
- les besoins découlant des opérations et projets d'investissements du Plan quadriennal."

Ainsi, devant le mécontentement grandissant des masses populaires face aux pénuries, le pouvoir cède et revient sur une de ses positions : l'économie de devises en ce qui concerne les importations en biens de consommation. Cette mesure est à rapprocher de la déclaration du P.D.G. de la SONACOME qui a déclaré que *"l'Algérie allait importer les voitures particulières qui lui étaient nécessaires"*.

Cela signifie-t-il que le pouvoir n'accorde plus la priorité aux biens d'équipements et qu'une sourdine va être mise sur le Plan quadriennal ?

Est-ce que l'on s'oriente vers une économie plus ouverte ?

L'accent mis ces derniers temps sur la "révolution agraire", grande oubliée du Plan quadriennal, confirme cette hypothèse.

o o o

PROJETS... et réalisations

LE PROGRAMME SPECIAL DE TITTERI : UN CADEAU A LA BOURGEOISIE

La Wilaya du TITTERI s'étend sur 60 000 km² et regroupe les Daïra de Médéa, Tablat, Ksar-El-Boukhari, Sour-El-Ghozlane, Aïn - Bessam, Aïn-Ouessara, Boussâada et Djelfa.

Le nord de la Wilaya est occupé par les montagnes, en partie calcinées par les bombardements, en grande partie déboisées et qui restent la proie de l'érosion permanente. Les terres cultivables du nord appartenaient en général aux colons et ont été regroupées en domaines autogérés dirigés et exploités par la bourgeoisie bureaucratique du pouvoir. Ces domaines produisent du blé et surtout du vin de table pour l'exportation.

A la limite de la Wilaya, l'avance du désert menace les terres cultivables et, chaque année, des centaines d'hectares de terres sont perdues.

Sur les hauts plateaux de Ksar-El-Boukhari, Aïn - Bessam et Sour - El - Ghozlane, les terres appartiennent à de grands propriétaires féodaux, à l'Etat et produisent essentiellement du blé.

Enfin, le reste de la Wilaya est occupé par la steppe, immense territoire complètement délaissé et qui sert de terrains de parcours pour les troupeaux de moutons. Une grande partie de ces troupeaux appartiennent à de gros éleveurs qui essaient de monopoliser les terres de parcours en les entourant arbitrairement de parcelles cultivables. L'autre partie permet la subsistance à grand peine de petits éleveurs, petits paysans qui restent sans appui, à la merci des intempéries, des calamités naturelles et toujours impuissants devant les épidémies ou la sécheresse qui déciment leurs maigres troupeaux.

La Wilaya compte environ un million d'habitants dont 200 000 nomades. La majorité de cette population vit dans les conditions les plus misérables.

De l'aveu même d'El Moudjahid, la situation sanitaire de la population est des plus alarmante. Il y a un médecin pour 100.000 habitants et aucun dispensaire n'a été construit dans les villages et dans les campagnes. *"Pour ce qui est du problème social, le chômage sévit avec une acuité particulière et il est aggravé par le désarroi d'une partie de la population nomade qui se trouve délaissée par la sédentarisation et sans ressources. Le manque d'eau potable est général. Pendant les six mois chauds de l'année, les besoins satisfaits sont inférieurs à 50 %".* (El Moudjahid du 7 octobre 1969).

"A cela s'ajoute un analphabétisme quasi-général : de 1962 à 1969, la scolarisation a pratiquement stagné dans la région et, en octobre 1969, plus de 65 % des enfants n'étaient pas scolarisés." (El Moudjahid du 17 août 1970).

En fait, dans les campagnes, aucun enfant ne va à l'école .

"A 30 km seulement de Ouzera, les enfants ignorent encore le monde de l'école" (El Moudjahid du 21 janvier 1972).

./.

Ainsi, complètement abandonnées, privées de toute initiative, accablées d'impôts de toutes sortes, les populations des campagnes continuent d'être désarmées devant les maladies, la sous-alimentation et l'exploitation féroce du pouvoir.

Devant cette situation catastrophique qui commençait à provoquer le mécontentement des habitants, le gouvernement de BOUMEDIENNE décide de lancer le "programme spécial". C'est alors, en juin 1969, qu'on assiste au déplacement, en grande pompe, jusqu'à Médéa, de toutes les nullités du pouvoir. Là, elles se réunissent, bavardent, organisent des festins, se font applaudir et pondent en 48 heures un "programme spécial" qui devait *"provoquer une véritable révolution dans tous les domaines"*. (El Moudjahid du 13 septembre 1969).

Depuis cette mascarade, plus de deux années ont passé. Aucun "décret" n'est venu balayer les exploiters locaux de Ksar-El-Boukhari et de Médéa, mais à Ouzera *"l'eau manque même en hiver et elle continue à être rationnée une heure le matin, une heure le soir"* (El Moudjahid du 21 janvier 1972).

Sur les hauts plateaux abandonnés, les bergers misérables continuent d'arpenter la steppe dénudée pour un salaire qui ne dépasse pas trois ou quatre dinars par jour. Quant au Wali du Titteri, il continue de festoyer dans le grand palace de la Chiffa en louant ce "pouvoir révolutionnaire" qui enrichit si bien ses valets.

Pourtant, il y a un changement, affirme un scribe du pouvoir. Regardons de plus près de quel changement il s'agit et qui en a profité. Déjà, la répartition des investissements est très explicite. Les 100 milliards d'anciens francs qui devaient être alloués au programme spécial devaient être répartis comme l'indique le tableau ci-après :

<u>Secteurs d'activité</u>	<u>Montant du crédit en million de DA.</u>	<u>Pourcentage</u>
<u>secteurs productifs</u>		
Agriculture	300	30
Industrie	115	11
Tourisme	10	1
<u>Secteur indirectement productif</u>		
Education - formation	260	25
Transports - communications	78	8
<u>Secteurs sociaux</u>		
Habitat	80	8
Eau	74	8
Santé publique	10	1
Administration	24	2
Divers	51	6
<u>TOTAL</u>	<u>1002</u> ====	<u>100</u>

A la lecture de ce tableau, il apparaît clairement que le programme s'inscrit dans la politique générale du pouvoir qui consiste à rentabiliser l'agriculture de chaque région, en enrichissant une poignée de bourgeois et de féodaux.

On constate que 42 % du "budget spécial" sont destinés à des investissements rentables à court et à moyen terme. En fait, la proportion est beaucoup plus grande quand on sait que la formation et l'éducation ne sont que des euphémismes pour désigner la production d'agents techniques immédiatement exploitables pour l'exécution du programme.

Quant aux transports et aux communications, ils sont en étroite liaison avec les projets du "secteur productif" et n'intéressent jamais directement les populations de la région. C'est donc 75 % du budget qui sera englouti dans les projets directement rentables pour la bourgeoisie au pouvoir. Si on ne tient pas compte enfin de l'habitat qui intéresse essentiellement les fonctionnaires et les "cadres", il ne reste plus que 9 % du financement pour "apporter le bien être aux populations déshéritées de la région". Encore faut-il souligner que les 74 millions assignés à la recherche de l'eau profitent surtout aux domaines autogérés et à une ou deux grandes villes.

Ainsi, après simple lecture du budget, il apparaît qu'aucun problème vital n'a été abordé par le pouvoir et, qu'au contraire, ce qui le préoccupe, c'est l'organisation scientifique de l'agriculture qu'il veut transformer en une source de profit sûre et permanente.

D'ailleurs, tout le programme spécial du TITTERI vise à appliquer, en fait, la politique déjà définie pour le plan quadriennal et que le P.R.S. a déjà dénoncée en termes très clairs dans El Jarida n° 9 du 5 juillet 1970. Cette politique vise *"une valorisation de certains secteurs de l'agriculture, valorisation du capital dans le sens strict de la rentabilisation économique. (Elle) voudrait rationaliser l'exploitation des ouvriers agricoles, améliorer les techniques de production."*

Quant au secteur pauvre, *"il ne recevra aucune aide, les investissements prévus mettront en place une infrastructure facilitant le pompage de ses richesses. Ils bénéficieront donc à la bourgeoisie tandis que ce secteur continuera de supporter les millions de travailleurs sans travail ou sous-employés"*. (El Jarida n° 9).

Cette politique est encore plus flagrante dans le domaine des investissements dits sociaux. Ce sont des investissements que l'Etat juge improductifs et, par conséquent, ne méritent pas de budget sérieux. Ainsi, malgré la malnutrition, les épidémies, la forte mortalité chez les nouveaux-nés, le "programme spécial" ne réserve que 1 % du budget à la santé publique. Quand on sait que la même somme au moins sera consacrée à la construction d'hôtels de luxe, de piscines et de restaurants pour les riches touristes étrangers en mal d'exotisme, on comprend le caractère criminel de cette politique.

Le second but du programme spécial est d'être un instrument de propagande. Bien avant son lancement, la radio et les journaux ont déversé des flots de commentaires élogieux sur "la décision historique du pouvoir révolutionnaire". Ils se sont évertués à dresser un tableau futuriste des réalisations du programme. Aveuglés par leur ignorance, leur larbinisme et leur servilité, les piètres journalistes d'El Moudjahid ont publié des rédactions bien soignées sur les "futurs plaines prospères du TITTERI" sur le "futur réseau routier modèle", sur les "futurs villages qui pousseront d'un peu partout dans la steppe". Ainsi, "Beni-Slimane connaîtra une véritable rénovation rurale et sera la Mitidja de demain". (El Moudjahid du 12 septembre 1969).

./.

"Il y aura bientôt création de 20 000 nouveaux emplois, de véritables villages ruraux naîtront un peu partout ... la construction d'écoles s'imposera, il en sera de même pour les services publics : une poste, une banque, une salle de cinéma ... etc ...".

Un journaliste inspiré réussit même à décrire la vie de rêve dans le futur asile de vieillards de Berruaghia : "ces personnes âgées pourront bricoler, faire certains travaux manuels. Les loisirs seront appropriés à la mentalité de nos grands parents. Ceux qui voudront suivre les cours d'alphabétisation trouveront sur place ce qu'ils désirent. Un imâm viendra enfin régulièrement prêcher la parole de Dieu si chère à ces vieillards". Puisqu'il n'est pas à un mensonge près, il aurait pu leur promettre une piscine ou de joyeuses ballades dans les futurs parcs féériques de Berruaghia.

Toutes ces balivernes datent de septembre 1969, trois mois après le grand chahut "historique" du Médéa. Elles ne s'arrêtent pas là, régulièrement il y aura un reportage spécial sur l'avance des travaux ou des émissions spéciales à la radio sur les "réalisations révolutionnaires du programme". Alors, on fait de gros titres, on reproduit deux ou trois photos de domaines autogérés bénéficiaires depuis toujours et on clame : "les réalisations avancent, il suffit de voir ...".

De temps en temps, quelques sceptiques parmi les responsables eux-mêmes interrogent, demandent des preuves. Alors, l'appareil de propagande s'écroule on lance des appels vibrants à la cohésion, au sérieux, au dévouement et on finit toujours en demandant aux gens de faire confiance au pouvoir et d'espérer. (El Moudjahid du 21 janvier 1972).

Deux ans après, on constate que tant de propagande n'a pas trompé grand monde, car au-delà du bavardage officiel, il y a la réalité. Quelle est-elle ?

Ce sont, d'un côté les grandes entreprises des bourgeois algériens qui se partagent une bonne partie du budget (il y aurait quatre ou cinq entreprises en tout). Ce sont aussi, les bureaux d'études étrangers qui, à eux seuls, dévorent plus de 6 milliards pour fournir des projets souvent inefficaces, inapplicables ou sans aucune originalité. Ce sont, enfin, les fonctionnaires corrompus du pouvoir qui trouvent là une occasion de s'enrichir. De l'autre côté, il y a les masses populaires dont la misère ne cesse d'empirer et qui assistent, impuissantes à tout ce gaspillage. Elles réagissent alors par l'indifférence la plus totale. A tel point que les responsables du F.L.N. s'en sont inquiétés et ont décidé d'envoyer parmi les populations des propagandistes pour tenter de les réveiller.

L'attitude des populations se comprend très bien quand on voit les réalisations du pouvoir après deux ans de programme spécial, c'est-à-dire à 18 mois des échéances fixées par BOUMEDIENNE lui-même.

Il faut d'abord préciser que le pouvoir, non seulement n'a jamais publié les détails du programme, mais il n'a même pas cru utile d'informer certains de ses exécutants. Ce qui fait dire au Président de l'A.P.C. de Médéa : "Nous n'avons jamais reçu de nomenclature de tous les projets. Qu'on sache au moins ce dont on a bénéficié". (El Moudjahid du 21 janvier 1972). Cela permettra au gouvernement de mentir à loisir et de camoufler son échec. Mais, il nous suffit de juger à partir des quelques informations parsemées ça et là sur deux années de propagande et de démagogie.

En ce qui concerne l'agriculture, le programme est axé sur la "revalorisation de 200 000 hectares de la plaine de Beni-Slimane, par le système du développement intégré", c'est-à-dire par le développement simultané de toutes les composantes du projet.

En fait, Beni-Slimane a été choisie parce qu'elle permettait une grande rentabilité pour un faible investissement, puisque, comme l'avance El Moudjahid *"dans la riche plaine s'étendent les domaines autogérés où l'on rencontre fréquemment des techniciens qualifiés. Ces domaines sont tous bénéficiaires et profitent des aménagements particuliers inscrits au programme Algérie 16."*

D'ailleurs, le pouvoir ne cache pas que *"le développement de la région ne sera guidé que par des impératifs économiques"*. (El Moudjahid).

Dans le cadre de l'aménagement de la plaine de Béni-Slimane, on prévoyait la construction de barrage sur l'Oued Zeroua et l'Oued Lek-Kal, de lacs collinaires à Ouaria, Tablat, Aïn-Bessam, L'intention du pouvoir était de regrouper les petits fellahs en coopératives dirigées et contrôlées par l'Etat pour faciliter la spécialisation de la région et augmenter le rendement, c'est-à-dire pour accroître les revenus de l'Etat provenant de l'agriculture. Cette volonté est nettement exprimée par El Moudjahid du 14 septembre 1969 : *"un fait est certain, l'Etat ne pourra pas se permettre le luxe de revaloriser les petites parcelles de terres"*.

Dans le domaine de l'élevage, le pouvoir poursuit un triple but :

1) constituer un cheptel appartenant exclusivement à l'Etat (actuellement 95 % du cheptel est aux mains du privé), afin de concurrencer les gros éleveurs sur le marché de la viande. Les sacrifiés seront encore les petits éleveurs.

2) Exploiter les terres de parcours qui permettaient jusque là aux nomades de fairepaître leurs troupeaux et leur fournissaient de temps en temps une maigre moisson de blé ou d'orge. A ce sujet, El Moudjahid précise que le pouvoir est *"contre la prolifération des labours dans la steppe"* et qu'il est décidé à *"reprendre et à reboiser les étendues naguère envahies par les éleveurs."*

3) Augmenter la production de viande en mettant les petits éleveurs sous sa dépendance. Il s'agira, dit encore El Moudjahid *"d'associer le nord et le sud en constituant des associations, voire des groupements qui collaboreront. Pour le nord, les comités de gestion sont chargés de produire du fourrage. Dans le sud, les éleveurs qui bénéficient du fourrage sur place fournissent une quantité plus grande de viande."*

Ainsi, les intentions sont très claires dans ce domaine. Le "programme spécial" va permettre à l'Etat de renforcer son rôle à la fois de patron dirigeant l'autogestion et de marchand monopolisant toute la production agricole en la soumettant à des prix fixés par lui ou par les grands propriétaires. D'où les sources de profits énormes, comme ceux qu'il réalise déjà, depuis l'indépendance sur la commercialisation des céréales.

Pour les quelques forêts enfin qui parsèment les montagnes du TITTERI, il s'agira de les *"rentabiliser et de les exploiter comme des domaines"*.

Regardons maintenant ce qu'il est advenu de tous ces projets après deux ans de "réalisation"

Au lendemain de la première tranche 1969-70, les commentaires de El Moudjahid sont déjà moins enthousiastes : *"Lorsque nous nous sommes promenés dans la rue à Médéa et d'autres villes du TITTERI en quête d'informations ou d'impressions relatives au programme spécial dans le TITTERI, le résultat a été décevant. Les premiers détails n'incitaient pas à l'optimisme."*
(17 août 1970).

Et, plus loin : "Il y a un an, nous avions écrit dans ces colonnes qu'à Ksar-El-Bokhari, l'eau se vendait, et même très cher. Depuis, elle n'a pas augmenté, mais il n'y a pas eu baisse non plus. Très tôt, le matin, nous avons revu la même file composée d'enfants et de vieillards devant l'éternelle et indispensable fontaine, au centre de la ville."

Après la seconde tranche (1970-71), on est encore plus sceptique et l'enthousiasme fait place à l'embarras. Le Wali du TITTERI n'ayant pas de bilan sérieux à présenter ne serait-ce que pour alimenter la propagande des journaux, se cache derrière des explications fallacieuses : "en l'absence d'une unité homogène, il est difficile, dira-t-il, d'avancer un pourcentage qui rende compte du volume physique des travaux réalisés sur le terrain". (El Moudjahid du 21 février 1972). Mais, le camouflage verbal du pouvoir est inutile. Il suffit de voir :

- . aucun projet important n'a été réalisé et à 18 mois des échéances, plus de 60 % du programme n'a même pas été fixé définitivement et reste dans le domaine aléatoire des avants-projets. Le Wali lui-même parle de "41 % de taux d'avancement au 31 octobre 1971 pour l'ensemble des engagements réalisés sur les autorisations de programme". (El Moudjahid 24 janvier 1972).

- . de fait, les seules réalisations dans l'agriculture ont touché le secteur autogéré. Ainsi, on parle d'un regroupement en une seule unité de six domaines occupant 6000 hectares en tout, et dont la production est axée principalement sur la vigne. On ne se cache d'ailleurs pas le but de cette opération qui permettra "à la lumière d'une étude sur modèle, d'arrêter un Plan de reconversion de certaines activités afin de faire accéder cette unité agricole au stade d'exploitation de type industriel et de lui faire jouer un rôle d'entreprise pilote au sein du secteur agricole autogéré".

- . on parle aussi de la réalisation de 1 000 hectares d'arboriculture et de 500 hectares de vignobles dans le secteur autogéré de la commune d'Ouzera, ainsi que de 200 hectares d'arbres fruitiers à Omaria.

- . on parle également de l'aide avancée au privé, c'est-à-dire aux féodaux pour la réalisation de 50 hectares de vigne et de 70 hectares d'arbres fruitiers.

Par contre, le "projet révolutionnaire" de Béni-Slimane est encore à l'état de projet et il le restera longtemps puisque les caisses du pouvoir sont vides. Dans le domaine de l'industrie, on prévoyait la construction d'une tabletterie, d'une usine d'aggloméré de ciment, d'un complexe de vannes à Berraghia, d'une tannerie, d'une usine de bois et d'une limonaderie à Djelfa, d'un complexe de mise en bouteille de vin à Médéa.

- . De tout cela, il n'a été réalisé que les murs de la tannerie "qui dresse fièrement ses installations ... mais il n'y manque que le matériel."

- . Dans le domaine des constructions scolaires, le programme s'est déchargé de la plus grande partie des projets sur les A.P.C. qui devaient concentrer leurs efforts et leur faible budget sur la construction de classes et de logements. Il s'en est suivi de grandes spéculations sur les matériaux et un gaspillage énorme qui a profité aux bourgeois locaux et aux fonctionnaires zélés du pouvoir. De plus, les classes achevées sont en grande partie inutilisables par manque de matériel scolaire et d'enseignants. A El-Omaria, par exemple, il n'y a que dix tables par classe." (El Moudjahid du 21 janvier 1972).

- . En ce qui concerne les voies de communications, aucune route n'a été tracée, aucune piste n'a été aménagée. Sur les 2000 km de routes et de pistes déjà existantes, on s'est intéressé à la réfection de trois routes nationales (la N.1. la N.8 et la N. 41), c'est-à-dire la route du pétrole et des deux principaux axes commerciaux. Mais, par contre, les projets ne manquent pas

non plus pour tenter de résoudre ces projets plus concrets "si pour le citoyen, une route réalisée, cela veut dire qu'elle est déjà couchée sur terre bien en goudron et surtout carrossable, nous dit El Moudjahid, ce n'est pas là l'avis des techniciens pour qui un projet étudié et mis au point, c'est déjà une bonne partie de la réalisation." Ces techniciens ne cachent pas leur préférence pour "les américains q. i mettent le temps pour l'étude approfondie en le rattrapant ensuite lors de la réalisation ...".

. Dans le domaine de l'habitat, il était prévu la réalisation de 400 logements dont la majorité en autoconstruction, c'est-à-dire comme l'explique El Moudjahid : "L'Etat fournit les matériaux nécessaires et établit les plans techniques à savoir le choix de l'implantation du village à réaliser et du terrain, la surveillance des travaux. Les bénéficiaires des logements fournissent la main-d'oeuvre courante. Ils participent en tant que manoeuvres et ne sont pas rémunérés." (16 mars 1971).

En fait, comme nous l'avons déjà dit dans le P.R.S. Information n°13, cette méthode a pour but de fournir aux moindres frais la main-d'oeuvre nécessaire. Malgré cela, aucune tranche du programme d'autoconstruction n'a été commencée, mais pire encore, le Wali vient de décider la réduction de moitié du nombre de logements.

Par contre, les logements des fonctionnaires et des cadres sont en voie d'achèvement. Ainsi, à El-Omaria, l'A.P.C. a construit des villas pour les futurs ingénieurs qui voudraient bien venir pour "apporter la prospérité à la région". A Médéa, la construction de deux terrains de jeux a été terminée...

Toutes les opérations que nous avons citées se sont accompagnées d'un gaspillage criminel qu'El Moudjahid lui-même n'a pu masquer :

"A l'entrée de la ville de Médéa, nous venions de visiter un terrain où devait être construit un complexe scolaire, un C.E.G., un C.E.A., un C.E.T., un internat. Incontestablement, les travaux ont été abandonnés, le président de l'A.P.C. le confirme. L'entreprise chargée des travaux aurait été défail-lante". (21 janvier 1972).

Toujours à Médéa :

"Les terrassements pour le campus de jeunes filles ont été arrêtés. De l'autre côté de la ville, un autre terrain présente le même aspect de désolation. Il devait servir à la construction d'un abattoir".

Enfin :

"Pour l'unité de vannes, on avait commencé les travaux de terrassement à Médéa. Après un an, on a décidé de l'implanter à Berrouaghia". (21 janvier 1972).

Pendant deux ans, ce fut donc de l'improvisation et des milliards éparpillés par ci, par là et que se disputaient les bureaux d'études étrangers et les bourgeois du TITTERI en quête de gros chantiers ou de grosses commandes.

Ainsi, ce fut "une véritable ruée vers l'Algérie d'hommes d'affaires spécialisés dans les études", reconnaissait El Moudjahid qui cite des exemples de bureaux d'études sans scrupules qui "vous revendent votre propre idée enveloppée dans des kilogrammes de papier bien rédigés" et des sociétés étrangères qui "mettent les voiles" à temps en laissant les locaux vides. Quant aux quatre ou cinq entreprises existant en Algérie, leurs propriétaires, des bourgeois, ont imposé leur loi. Négligeant tous les petits projets, ils se sont rués sur ceux qui permettent un très gros profit dans les délais les plus courts." (El Moudjahid du 21 janvier 1972).

Avec cela, les rares ouvriers qui ont trouvé du travail ne sont même pas payés régulièrement. Des chantiers sont restés sans salaire pendant plus de trois mois.

Dans l'agriculture, tout ce qui a été fait l'a été au détriment des petits éleveurs et des petits fellahs. Il en sera de même pour le reste du programme. Seuls *"les gros éleveurs vont s'enrichir encore plus puisqu'ils sont les seuls à avoir les moyens d'appliquer les méthodes d'élevage scientifique et de se charger des travaux d'aménagement de la steppe"*. (P.R.S. Information).

A béni-Slimane, par exemple, malgré toutes les conditions favorables, rien d'important n'a été commencé et cela de l'aveu même du Wali.

Dans les villages de la Steppe et des montagnes, les populations continuent à vivre sans eau, sans médecin, sans école. Les nomades continuent à traîner leur misère de point d'eau en point d'eau. Dans le sud le désert engloutit la terre cultivable.

Ne pouvant plus chanter les miracles futurs, le pouvoir tente de s'expliquer, de justifier ses échecs et c'est alors les mêmes arguments trompeurs pour masquer sa politique erronée : c'est le manque de cadres, c'est la lenteur indispensable des études et des projets, c'est la mauvaise volonté de certains citoyens. Quant à la responsabilité de la bourgeoisie au pouvoir, on en dir pas un mot. Tout est mis sur le compte de la technique cette fée si utile, mais si exigeante. Et le peuple dans tout cela ? On n'en parle pas ou alors c'est pour déplorer son "apathie", son "indifférence", son "manque de coopération".

Ainsi, après avoir clamé que le "programme spécial" était *"une aide de l'Etat aux régions déshéritées"*, on se demande maintenant s'il ne fallait pas *"mobiliser la population, l'informer, l'intéresser, réclamer si nécessaire son aide ..."*. (El Moudjahid du 24 janvier 1972).

Deux ans après des flots de démagogie et de promesses mensongères, on s'interroge, on tente de camoufler les tares, on cherche des explications vaseuses et on se résigne finalement à la traditionnelle exhortation, à la confiance et à l'espoir.

Mais, ces phrases creuses ne trompent plus les masses exploitées pour qui le programme spécial n'est en fait qu'une recette spéciale pour l'exploiter encore plus en enrichissant une poignée de bourgeois.

Tout ce que nous avons dit sur cette politique désastreuse du pouvoir est encore vrai pour les autres programmes spéciaux. C'est la même politique de pillage des campagnes, c'est la même politique d'exploitation féroce de la paysannerie. C'est aussi la même utilisation des programmes à des fins de propagande. D'un autre côté, c'est la même pénétration impérialiste sous couvert de bureaux d'études, de contrats, de marchés.

Mais, devant ce pillage forcené, le peuple algérien de plus en plus manifeste son mécontentement. Quant à nous, convaincus que seule la révolution socialiste transformera radicalement la situation dans l'intérêt du peuple algérien, nous répétons ce que nous disions déjà en juillet 1970 dans EL JARIDA N° 9 :

"CEUX QUI TRAVAILLENT AUJOURD'HUI ET QUI SERONT CHOMEURS DEMAIN, LES SOUS-PROLÉTAIRES DES CAMPAGNES ET DES BIDONVILLES, LES ÉMIGRÉS QUI NE VOIENT PLUS LA FIN DE LEUR EXIL, LES COMMERÇANTS, ARTISANS QUI SAVENT BIEN QUE LEUR SORT EST LIÉ À CELUI DES TRAVAILLEURS ET DES CHOMEURS, LES ÉTUDIANTS ET LES INTELLECTUELS CONSCIENTS DES DANGERS QUI MENACENT NOTRE SOCIÉTÉ ET L'ÉCONOMIE DE NOTRE PAYS, TOUS DOIVENT S'UNIR POUR FAIRE ÉCHEC AUX APPÉTITS MONSTRUEUX DE LA NOUVELLE BOURGEOISIE ET À LA POLITIQUE CRIMINELLE DE SON APPENDICE . TECHNOCRATIQUE."

En octobre 1968, le gouvernement BOUMEDIENNE se réunissait à TIZI-OUZOU pendant une semaine pour poser et résoudre les problèmes de la Grande-Kabylie.

Ces réunions furent entourées d'une bruyante publicité à usage des populations de Kabylie dont le mécontentement n'avait cessé de s'exprimer d'une façon ouverte depuis l'indépendance. Cette région qui avait contribué courageusement à la lutte de libération nationale sortait de la guerre presque entièrement détruite : villages rasés, forêts brûlées, champs abandonnés depuis de nombreuses années, populations sans ressources, plantations d'oliviers (principale richesse de cette région) dans un état lamentable. Un effort d'envergure nationale était nécessaire pour reconstruire la Kabylie, restaurer ses sols, reboiser ses montagnes, rebâtir ses villages, donner du travail à ses habitants, des écoles à ses enfants. Rien n'a été fait.

Trahie par ceux qui l'avait dirigée pendant la lutte de libération nationale, la Kabylie fut abandonnée à son sort. Le processus de son sous-développement se poursuivit d'une façon plus rapide. Elle devint, encore plus qu'avant, un réservoir de main-d'oeuvre à bon marché pour les pays européens. La population restée sur place (vieillards, femmes et enfants) réussit tant bien que mal à survivre, grâce aux "mandats libérateurs" qui parvenaient d'outre-méditerranée. Certes, à plusieurs reprises, le mécontentement prit la forme d'une opposition politique.

Mais, la répression, la corruption, la confusion eurent vite fait d'avoir raison de ces mouvements.

Bref, en octobre 1968, l'Algérie découvrait le drame de la Kabylie, ses villages détruits sans eau et sans électricité, ses hommes contraints à l'exil, sa misère profonde (situation qu'elle partage d'ailleurs avec beaucoup d'autres régions d'Algérie).

Les journalistes à la solde s'attardaient complaisamment *"sur la torpeur séculaire de la Kabylie"* sans souligner que cette torpeur était précisément le résultat de la colonisation qui avait fait d'une région prospère, à l'agriculture exemplaire, à l'artisanat développé, une zone de sous-développement. C'est cette profondeur de la colonisation qui a fait que la population de cette région s'est engagée passionnément, avec abnégation dans la guerre de libération nationale. Derrière cet engagement massif se dessinait des objectifs inexprimés, mais réels : changer une situation devenue invivable, faire éclater la domination coloniale avec son système d'exploitation, d'expropriation des paysans, son échange inégal qui tue l'artisanat, son système des prix et des taxes qui fait reculer l'agriculture, ses impôts injustes, ses caïds, la répression.

L'indépendance acquise, les colons partis, la situation demeura inchangée. Bien plus, au long des années, elle n'a fait qu'empirer.

Aussi, quand en ce début d'automne 1968, le pouvoir d'Alger vint expliquer aux populations qu'elles étaient choisies pour bénéficier d'un programme spécial, beaucoup de gens se mirent à espérer. BOUMEDIENNE ne déclarait-il pas que ce programme *"permettrait d'éliminer les séquelles du colonialisme et de tourner une page nouvelle vers l'histoire de la Grande-Kabylie qui cessera d'être un symbole du sous-développement, caractérisé par la misère et l'ignorance"*.

Pendant quelques jours encore, la presse aux ordres publia des descriptions alléchantes de ce que deviendrait la région dans trois ans. Le Wali de la région dont les pouvoirs venaient d'être étendus n'hésitait pas à affirmer : *"La Kabylie changera dans trois ans radicalement de visage. Elle sera un facteur déterminant dans le développement économique du pays"*.

Après cela, ce furent trois années de silence. Un silence entrecoupé, il est vrai, de temps à autre, par une opération première pierre, occasion pour BOUMEDIENNE et ses ministres d'aller récolter quelques applaudissements et de paraître en première page des journaux.

Pendant, l'optimisme restait de rigueur. Le Wali déclara en 1970 que le programme spécial avait créé 25 000 emplois et que les autorités étaient obligées d'aller chercher de la main-d'oeuvre dans les autres régions. Dans la même foulée, le directeur de la main-d'oeuvre expliquait que l'émigration qui caractérisait cette région était stoppée et que la wilaya envisageait le retour des émigrés.

Pourtant, l'heure du bilan finit par arriver. Prévu pour octobre 1971, ce bilan n'a pas encore été fait officiellement, seule la presse a publié, il y a quelques jours des articles consacrés aux résultats du programme spécial. Le ton a bien changé. Il n'est plus question maintenant du décollage, mais de justifications : *"on ne peut enrayer en trois années les affres de plus d'un siècle d'occupation"* écrit El Moudjahid qui constate que *"bien des choses restent à faire"*. Quant à l'organe officiel du parti, Révolution Africaine, il explique ; *"le développement de cette région ou contrée est conditionnée par la configuration géographique, le climat, le sol et divers autres éléments liés à la nature"*. Ainsi, l'échec flagrant n'est pas dû à la nature de classe de l'Etat algérien, mais à la nature tout court. Encore heureux que l'auteur n'explique pas le sous-développement comme à l'époque coloniale, par des facteurs raciaux, ou par une *"incapacité congénitale des Algériens"*.

En fait, dès le démarrage du programme spécial, les populations locales durent déchanter. Tout était improvisé, les projets n'existaient pas et les travaux ne démarrèrent pas avant la fin de la première année, sauf pour ce qui concerne la mosquée de Tizi-Ouzou dont le minaret se dressa bientôt *"haut et majestueux"*.

Pour le reste, le programme spécial ne changea strictement rien à la vie de tous les jours des habitants de la Grande-Kabylie. Les reporters d'El Moudjahid affirment pourtant que *"les populations se sont mobilisées autour du Parti"*. Or, rien n'est plus faux. Jamais la population n'a été sollicitée, ni intéressée par les projets du pouvoir. Tout a été parachuté d'en haut et sans consultation, les projets résultant des élucubrations de bureaucrates en mal de planification ou de sociétés étrangères se sont rapidement écroulés au contact de la réalité.

Le seul résultat tangible du programme spécial fut une hausse vertigineuse des prix, notamment en ce qui concerne les matériaux de construction. Le prix du ciment tripla rapidement et il devint introuvable. Ce qui était une véritable catastrophe dans une région où plus de 200 000 logements sont à reconstruire. Apparemment, cette hausse ne gêna pas les autorités *"qui n'avaient en tête qu'un programme quel qu'en soit le prix consenti"*. Le marché noir batit son plein et des entreprises de toutes sortes *"flairant le gain allaient foisonner et s'installaient n'importe où, n'importe comment"*. Cela donna lieu à une extraordinaire gabegie, à un gaspillage sans pareil qui engloutit rapidement les quelques fonds débloqués pour le programme spécial. Aussitôt, les devis initiaux connurent des *"dépassements de crédits extraordinaires"*. Les A.P.C., à leur tour, réalisant les gains faciles à faire, n'hésitèrent pas à *"se doter elles-mêmes de véritables entreprises communales avec bureaux d'études ..."*

C'est ainsi que la commune de Tizi-Ouzou a "réalisé elle-même, géré les fonds alloués comme elle l'entendait".

"Le moindre des responsables administratifs s'érigea en chef de chantier" (El Moudjahid).

Cette activité fébrile au niveau des notables locaux donna lieu à de nombreux trafics.

En résumé, le programme spécial pour la Grande-Kabylie s'est soldé par la construction de bâtiments pour tous usages. Cela répondait à trois objectifs :

- 1) en construisant des bâtiments, on montrait que la Kabylie se transformait ;
- 2) occuper pendant un temps une partie des chômeurs dans cette nouvelle forme de chantiers de chômage ;
- 3) permettre l'enrichissement des bourgeois locaux, ce qui était l'objectif principal du programme spécial.

C'est ainsi qu'au nombre des réalisations mises à l'actif du programme spécial, El Moudjahid met au premier rang le fait que plusieurs lycées ont été construits, ainsi que de nombreuses écoles primaires. Mais, il reconnaît aussitôt que "les enfants travaillent dans des conditions déplorables", "que les classes malgré cela contiennent de 50 à 60 élèves". Les cours se font suivant un système de mi-temps, à raison de deux heures par jour. aussi la majorité des gosses et des jeunes continue à traîner dans les rues.

La solution du problème de la scolarisation des jeunes Algériens n'est pas une affaire de bâtiments, de locaux, mais d'enseignants, de matériel pédagogique, de livres, de programmes et aussi et surtout de moyens pour les parents ; ce qui le lie aux autres questions et, plus particulièrement, à la solution du problème du chômage.

Ainsi, le lycée d'Azazga, construit pour 1 000 élèves manque de professeurs et il ne contient qu'un peu plus de la moitié des effectifs prévus.

Pour ce qui est de l'agriculture à laquelle plus de la moitié des 55 milliards devait être consacrée, les résultats sont d'une extrême minceur.

Mis à part quelques travaux de restauration des sols, l'aménagement de quelques pistes, la réfection de quelques routes, les réalisations du programme spécial se résument en l'implantation de trois pépinières qui doivent fournir des plants d'oliviers - mais dans des conditions telles que seulement les gros propriétaires sont favorisés - à la distribution de quelques ruches et de 134 000 poules pondeuses. Pour être juste, il ne faut pas oublier la ferme pilote de Drâa Ben Khedda où 120 vaches et 12 taureaux sont élevés. Cette ferme produit 1 000 litres de lait par jour.

Il faut avouer que c'est bien peu.

Quant à l'industrialisation, elle "demeure pour tous un point d'interrogation". (El Moudjahid).

"L'industrie aurait dû prendre la relève pour la main-d'oeuvre nombreuse, employée dans les constructions multiples et qui se voit d'ores et déjà en chômage avec la fin des travaux". (El Moudjahid).

Aucun des projets prévus n'a été réalisé. Seules les unités artisanales sont achevées, mais "on se heurte actuellement à des difficultés majeures pour les équipements".

Et si la minoterie prévue à Bouïra peut être bientôt achevée, les travaux du complexe d'électricité d'Oued Aïssi n'ont pas encore démarré. Quant à l'extension de l'usine de Drâa-Ben-Khedda, elle est bien compromise, car ce dernier complexe "n'arrive pas encore à trouver des ouvriers stables, faute de logement". Les 1 000 logements prévus n'ayant pas encore été commencés. Mais, ce qui est plus grave, c'est que cette extension elle-même est remise en cause car le complexe "tel qu'il est se heurte déjà aux problèmes graves de la commercialisation algéroise qui se traduit par un stock existant de 12 millions de mètres de tissus; stock qui risque de périr avec les intempéries". (El Moudjahid).

Apparemment, seule l'usine de coton hydrophile des Isser a été réellement installée et fonctionne? Mais, elle n'emploie que 70 personnes (en majorité des femmes). Ce qui est loin de résoudre le problème des chômeurs et, on peut lire à leur sujet dans El Moudjahid "beaucoup reste à faire pour donner du travail à ceux qu'on a trouvés nombreux à attendre très tôt devant un bureau de main-d'oeuvre qui tardait à ouvrir. Ouvrir, pourquoi ouvrir puisqu'il n'y a pas d'emploi à donner. Il faut que ceux de Lakhdaria, comme à Drâa-El-Mizan, aussi démunis, ceux de Larba Nath Iraten ou d'Azazga et qui continuent à se tourner vers l'émigration réapprennent à vivre".

Est-ce qu'au moins la Kabylie a changé de visage? Le journaliste d'El Moudjahid répond bien involontairement "on n'a pas perçu ici les traces concrètes de ces efforts pourtant gigantesques en dehors des beaux bâtiments, le lycée ou l'usine, bâtis en plein milieu d'une nudité absolue d'un grand bidonville qui compose toute la Daïra" (de Lakhdaria). "C'est la misère certes, mais dans la dignité". Le touriste ne s'y arrêtera pas, "c'est en fait tant mieux, parce qu'il ne trouvera que désolation, des gourbis qui se montent chaque jour davantage au point de faire de Lakhdaria un grand bidonville ... Un des responsables locaux ne nous cachera pas le fait que pour Lakhdaria, une chose reste à faire : s'armer de bulldozers et tout raser en dehors bien entendu du lycée, du CEM, et de l'Hôtel des Postes nouvellement construits. Et il n'a pas tort, au sens de qui verrait tous ces dépotoirs générateurs de fléaux divers".

Est-ce qu'au moins l'électrification promise pour tous les villages par BOUMEDIENNE a été réalisée? La réponse nous est donnée par El Moudjahid : "A Larba Nath Iraten, 50 villages sont pourvus d'électricité sur 212 existant. Dans la commune d'Iferhoun, aucune villa n'a été électrifiée jusqu'à présent". Pourquoi? Parce que la SONELGZ est une entreprise qui cherche avant tout la rentabilité et cela ne rapporte pas d'apporter l'électricité à des villages où la population est démunie de tout. C'est le même critère de rentabilité qui fait que tous les projets pour résoudre le problème de l'eau sont restés sur le papier. A Tizi-Ouzou, on paye 60 francs le m3 d'eau.

Tout cela n'empêche pas les reporters d'El Moudjahid de conclure : les "55 milliards ont été dépensés à bon escient" et "le programme spécial n'aura pas été une opération démagogique".

Pour leur répondre, donnons la parole à un membre de l'A.P.C. de Azefoun :

"Aucune des opérations rendues publiques après la réunion du Gouvernement, à Tizi-Ouzou, concernant notre commune, n'a reçu jusqu'ici un début d'exécution et pour causes :

- 1) aménagement du port : insuffisance de crédit.
- 2) unité des filets de pêche : lourdeur de l'appareil administratif.
- 3) unité d'ébauchons de pipes : lourdeur de l'appareil administratif.
- 4) hôtel touristique et transfert à Tighzirt?
- 5) route nationale N° 24 : travaux entrepris ailleurs que sur le tronçon de notre commune.

Sans vouloir discuter de l'objectivité de ces causes, il nous est pénible de constater que toutes ces coïncidences malheureuses se rapportent aux opérations de notre commune.

Situation des MASSES

27 OUVRIERS EN GREVE A LA CONFISERIE FRANCIA DE KOUBA

Cette grève dure depuis le 18 janvier. Les grévistes réclament :

- le levée des mises à pied prononcées par la direction contre un délégué syndical et deux ouvriers ;
- la prime de fin d'année, ainsi que la prime de déchargement du sucre ;
- l'application du protocole d'accord concernant l'hygiène et la santé.

La direction refuse de prendre en considération les revendications des travailleurs qui perçoivent un salaire horaire de 1,90 DA à 3,65 DA. Elle se contente de dire qu'elle est actuellement dans l'impossibilité d'augmenter les salaires, car la production est anormalement basse.

Ce n'est pas la première fois que les ouvriers de cette usine lancent un mouvement de revendications. La direction refuse de respecter le protocole d'accord et a pris des sanctions contre les travailleurs.

Quant à l'U.G.T.A., son rôle dans cette affaire est plus que trouble puisqu'elle se contente de prêcher la conciliation avec le patron.

Pour ce qui est de l'Inspection du Travail, elle vole au secours de la direction en laissant entendre que la grève est entachée d'abus, *"car elle n'a pas été précédée d'une réunion de conciliation. Elle reste injustifiée. Il ne s'agit pas de licenciements abusifs, mais de mises à pied"*. C'est du moins ce que déclare à la presse l'Inspecteur du Travail.

o o o

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL EN ALGERIE

La soif de profits vite réalisés qui anime les nouveaux bourgeois algériens a pour effet un accroissement en flèche des accidents du travail. En effet, aucune des règles élémentaires de **sécurité** n'est respectée par les patrons qui veulent gagner le maximum d'argent en dépensant le minimum. Mais, le problème a pris une telle ampleur qu'il n'est plus possible de le cacher. Ainsi, on cite officiellement les chiffres suivants :

- 27 000 accidents en 1969 dont 224 mortels (secteur agricole exclu).
- Pour le bâtiment seul, 3 600 accidents (soit dix par jour) dont 23 mortels.

./.

Si l'on tient compte du nombre peu élevé des travailleurs, ces chiffres sont énormes et ils témoignent du peu de cas que font les patrons de la vie de la marchandise humaine, d'autant plus que l'existence de nombreux chômeurs rend son remplacement plus que facile.

C'est ainsi que le 31 décembre 1971 à Alger, dans une imprimerie/a son un ouvrier bras happé par une machine offset. Il devra attendre un secours médical pendant plus de deux heures, les médecins appelés (plus de dix) font répondre qu'ils sont absents.

Selon l'Inspection du Travail : *"la cause principale de l'accident est due à la non protection de la machine par le constructeur"*.

La solution envisagée par les autorités est la *"création prochaine d'un Institut d'Hygiène et de Sécurité"* (un institut de plus !).

Il est évident que, dans ce domaine, comme dans les autres, les ouvriers n'ont rien à attendre du pouvoir. Ils n'obtiendront que ce qu'ils arracheront par leurs luttes !

o o o

ON CHERCHE DU LAIT POUR LES NOURRISSONS

A la pénurie permanente de lait naturel, s'ajoute maintenant celle du lait en poudre. Ainsi, dans les pharmacies de l'Oranaïs, le lait en poudre (Nestlé - Guigöz) est introuvable.

Selon "La République" du 14 janvier 1972 *"le manque chronique de ces produits ... remonte de toute évidence à l'époque où l'ONACO a eu le monopole de la commercialisation"*. Les difficultés d'approvisionnement seraient dues à un désaccord entre les deux organisations d'Etat ONACO et PCA (Pharmacie Centrale Algérienne).

o o o

UED RHIOU : UNE PHARMACIE POUR 150 000 HABITANTS

Pour les treize communes de la Daïra de l'Oued RHIOU, il n'y a qu'une pharmacie ! et encore, la plupart des médicaments y sont introuvables !

Introuvables, les médecins le sont aussi, puisqu'en cas de maladie il faut se déplacer jusqu'au chef-lieu pour en trouver un.

Une autre pharmacie est fermée depuis 1963, elle n'a pas été réouverte !

o o o

Les pommes-de-terre manquent toujours. Leur prix dépasse 1,30 DA le kg, et encore, faut-il acheter 2 kg de carottes ou de navets pour obtenir un kg de pomme-de-terre.

La viande de mouton est pratiquement introuvable dans certains centres. Son prix atteint 20 DA.

Les denrées alimentaires de première nécessité : huile, beurre, lait sont souvent absentes chez les commerçants.

Introuvables aussi la plupart des médicaments.

Pourtant, il y a à peine quelques jours, le Ministre du Commerce avait annoncé la levée des autorisations d'importations pour plusieurs centaines de produits.

Au moment où la pénurie de denrées alimentaires se fait sentir de façon aigue, on roule sur du blé éparpillé, semble-t-il, par les camions qui le transportent.

o o o

DES CALAMITES "NATURELLES" QUI NE TOUCHENT QUE LES MASSES POPULAIRES

A propos des conséquences du mauvais temps (inondations, chutes de neige) El Moudjahid du 26 janvier 1972 constate que *"c'est le côté spectaculaire surtout qui est à retenir"*. Passons sur cette manifestation de cynisme et voyons plus loin que le bout de ces lignes.

Ce qui est frappant, c'est que les calamités "naturelles" ne touchent que le peuple et épargnent les nantis. On pourrait y voir un signe de la providence, mais l'explication est beaucoup plus simple. Examinons quelques cas :

- A ROUIBA : L'oued HAMIZ déborde. De nombreuses maisons sont détruites, certaines récoltes comme le blé sont perdues à 100 %. Quatre domaines autogérés ont vu 55 % de leur superficie ravagée. Pourtant, ce n'est pas la première fois que de telles inondations ont lieu, le tracé du HAMIZ doit être remodelé (les projets existent), il est nécessaire de le dévaser et cette opération doit être renouvelée tous les trois ans. Or, depuis longtemps, aucun travail d'entretien n'a été réalisé.

- A BORDJ-BENAIEN : Les inondations ont touché aussi plusieurs domaines autogérés et des fermes. Là, encore, l'origine se trouve être le manque d'entretien des Oueds.

- A ALGER : Inondations dans un immeuble de Diar-El-Mahçoul. Un locataire déclare : "les bâtiments sont mal entretenus, ils sont délaissés et ne font l'objet d'aucune attention. Les conduites d'eau restent dans un piteux état et, à chaque averse, c'est le déluge". Le service concerné prétend qu'il ne fait rien parce que les locataires n'ont pas payé les arriérés de loyer.

- A CONSTANTINE : Un éboulement a détruit le quartier Sabatier. 500 familles (1600 personnes) sont sans abri. Or, ce n'est que maintenant, après la catastrophe (et une manifestation) que l'on affecte de s'intéresser au sort des mal logés : *"le moment est venu de trouver également une solution aux problèmes de résorption des bidonvilles qui sont en grand nombre à Constantine et présentent de sérieuses difficultés au plan d'urbanisme de la ville".*

De ces quelques exemples se dégage la même conclusion : les conséquences fâcheuses des "calamités naturelles" auraient pu être évitées, ou tout au moins réduites dans la majorité des cas, si le pouvoir et ses représentants locaux s'étaient préoccupés du sort des masses populaires. Mais, ces opérations de protection du peuple sont non rentables, la bourgeoisie ne peut pas s'y intéresser.

Les victimes des précédentes catastrophes attendent toujours les secours !

o O o

LICENCIEMENTS

Un chantier est arrêté depuis le mois de septembre dernier. Les ouvriers, au nombre de 17 n'ont pas été payés et sont actuellement au chômage. Il s'agit du chantier de la SIBAT qui travaille pour le compte de l'Office National du Tourisme Algérien.

L'entrepreneur a quitté le pays. L'ONAT n'a pris aucune mesure pour payer les ouvriers et leur donner du travail. A noter que ce chantier qui devait permettre la création d'une unité touristique a coûté beaucoup d'argent !

o O o

LES EXPULSIONS DE LOCATAIRES "RECALCITRANTS" SE POURSUIVENT

Quatre ménages (20 personnes en tout) occupant une villa à Hussein-Dey depuis neuf ans sont menacés d'expulsion.

Depuis 1963, le loyer était fixé à 155 DA. Puis, sans aucune notification, il fut porté à 310 DA en 1969-70. La locataire principale (veuve de Chahid) refusa de payer en attendant qu'on lui fournisse des explications. Quelques mois plus tard, elle reçoit une sommation du tribunal qui lui signifie un arriéré de loyer de 18 434 DA et qui demande son expulsion. Les services de brigade spéciale de la wilaya tentèrent d'appliquer la décision du tribunal. Heureusement, après l'intervention d'un avocat, un délai de trois mois a été obtenu. Mais, il est vraisemblable que ces 20 personnes se retrouvent à la rue dans quelques jours.

o O o

ENSEIGNEMENT

L'école du Grand Rocher Aïn Benaïn dans laquelle se trouve 400 élèves répartis dans dix classes n'a pas d'électricité, ce qui oblige la direction à fermer les portes au milieu de l'après-midi.

Par temps nuageux, les classes baignent dans l'obscurité. Pourtant, les poteaux électriques sont à 150 mètres.

En hiver, les intempéries provoquent des dégâts tels que les élèves sont obligés de rester chez eux "par mesure de sécurité".

L'école ne possède pas d'égoûts. En cas de pluie, les salles sont inondées.

"Les règles d'hygiène ne sont pas respectées, les ordures des logements et de l'infirmerie n'ont jamais été ramassées par les services de l'A.P.C."

(El Moudjahid du 16-17 janvier 1972).

o o o

En

Vraie

LES COOPERATIVES D'ANCIENS MOUDJAHIDINE POURRONT VENDRE LEURS PRODUITS AUX COMMERÇANTS PARTICULIERS

L'automne dernier, l'Etat algérien a accordé aux coopérateurs l'autorisation de vendre leurs produits à des bourgeois privés car ces derniers leur offre à meilleurs prix que les organismes d'Etat.

On sait que les exploitations autogérées sont tenues de livrer leur récolte aux Offices étatiques de commercialisation et, cela, le plus souvent à des prix dérisoires ; ce qui permet au ministère de tutelle de déplorer le manque de bénéfices dans les domaines autogérés.

La mesure prise par le pouvoir en faveur des coopératives d'anciens moudjahidine a un double but :

- d'une part, amener les coopérateurs à renforcer leur soutien à un régime auquel ils doivent tout ;
- et, d'autre part, fournir aux capitalistes privés, commerçants, mandataires et maquignons un nouveau champ pour exercer leurs activités.

Nul doute qu'on nous dira bientôt que les domaines des anciens moudjahidine ^{ne} sont plus rentables et qu'il faut envisager une réorganisation du secteur autogéré.

o O o

CHARITE BIEN ORDONNEE COMMENCE PAR SOI-MEME

Dans la rubrique "nos cités", El Moudjahid parle d'EL BIAR comme du lieu le mieux doté en écoles de toute l'Algérie. Ce quartier résidentiel sur les hauteurs d'Alger est occupé, comme on le sait, par les couches aisées. Aussi, *"la situation de l'enseignement primaire y est plus que satisfaisante, certains diraient même qu'elle est parfaite"*.

On ne doit pas s'étonner de cette situation, car elle révèle mieux qu'une longue démonstration la nature de classe de la politique scolaire du gouvernement. Ce que l'auteur de l'article ne dit pas, c'est que ces établissements d'HYDRA et d'EL BIAR possèdent aussi les meilleurs enseignants.

A comparer avec la situation des écoles de Kabylie ou des Aurès !

o O o

DES SOUS, ENCORE DES SOUS !

La campagne de souscription des bons d'équipement en comptes courants aurait donné 1 490 millions de DA, dont 85 % représentés par les fonds de réserve de la C.N.E.P., des assurances, de la sécurité sociale et des caisses de retraite. Quant aux bons d'équipement proprement dits, coupures de 100, 1000 et 100 000 dinars, elles ont rapporté 59 366 700 DA, soit près de 6 milliards d'anciens francs.

Le pouvoir interprète essentiellement cette opération comme une manifestation de la confiance et de l'adhésion à la politique suivie par le pouvoir révolutionnaire. Or, quand on sait que le volume de l'épargne privée en Algérie a plusieurs dizaines de milliards, on peut penser qu'en fait - compte-tenu de la publicité qui a entouré l'opération bons d'équipement et de l'anonymat qui permettait aux fonds mal acquis d'être blanchis et de rapporter des intérêts - on peut considérer que cette opération s'est soldée par un échec et qu'à ce titre elle révèle la profonde défiance des Algériens à l'égard du pouvoir surtout quand il s'agit d'argent.

A noter que l'auteur de l'article fait état de la campagne lancée par *"les détracteurs habituels de l'Algérie qui avaient accueilli cette campagne en ricanant et qui se délectaient à l'avance de son échec"*.

o o o

LES U.S.A. AU BORD DE LA FAILLITE

Le déficit du budget fédéral des Etats-Unis atteindra en 1972, plus de 35 milliards de dollars, soit 18 000 milliards de francs. C'est le montant le plus élevé depuis la seconde guerre mondiale.

Malgré la dévaluation du dollar, la hausse de l'or par rapport à la monnaie américaine se poursuit à un rythme accéléré, provoquant une grande inquiétude dans les milieux financiers. L'effondrement du système monétaire international se continue. Mais, les effets de la crise se font sentir maintenant au niveau de la production. Le chômage augmente partout dans les pays capitalistes avancés, notamment aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne (qui connaît actuellement une situation très grave).

Les Américains sont amenés ainsi à adapter leur politique extérieure.

NIXON qui vient de partir pour PEKIN a annoncé que les pays qui exproprient des "avoirs américains" sans indemnisation seront privés de l'aide américaine. Les Américains mettront, en outre, leur veto à toute demande de crédits présentée par ces mêmes gouvernements aux "institutions internationales" du financement de développement (Banque mondiale et Banque inter-américaine du développement). Par cette prise de position, l'impérialisme américain montre bien son véritable visage.

Les technocrates algériens qui parlent des échanges avec les Etats-Unis, comme de pures relations commerciales sont bien embarrassés pour expliquer cette attitude menaçante de leur "partenaire" privilégié.

o o o

N'OUBLIEZ PAS VOS IMPOTS !

Depuis plusieurs jours, le même encadré (un quart de page) revient inlassablement dans la presse algérienne. Il émane de la Direction des Impôts et il rappelle aux propriétaires "d'immeubles bâtis destinés à la location" dans les villes comptant au moins 5 000 habitants, de faire leur déclaration d'impôts avant le 31 janvier, faute de quoi ils seront poursuivis.

Nul doute que ces impôts se répercuteront sur les loyers, qui sont pourtant bien élevés. L'Administration des Impôts est celle qui marche le mieux et on peut penser que des primes spéciales récompensent les employés qui découvrent de nouveaux moyens pour faire rentrer de l'argent. Trouvailles qui finissent d'une façon ou d'une autre par retomber sur les consommateurs qui finissent toujours dans ce système par payer pour les bourgeois !

o o o

DES ADMINISTRATEURS PLEINS DE BONNE VOLONTE

C'est du moins ce qu'on pourrait penser à la lecture d'un article consacré à l'A.P.C. de KOLEA. Dans ce village, l'assemblée populaire Communale a créé une unité de production qu'elle gère directement. Ce domaine comporte 218 hectares répartis de la façon suivante :

- terres nues : 141 hectares
- vignobles : 52 hectares
- forêts, buissons, parcours 25 hectares.

18 ouvriers permanents y sont employés sous la conduite d'un directeur nommé par l'A.P.C.

Pour l'installation de cette unité, on apprend que les travaux ont été réalisés grâce au dévouement et aux sacrifices de militants conscients. C'est ainsi que *"les fellahs ont apporté leur aide aux travaux de labour en faisant participer tous leurs moyens matériels ..."*

La nouvelle bourgeoisie algérienne ne recule devant aucun moyen pour s'enrichir. Et, les notables locaux prenant exemple sur le pouvoir central, accaparent les biens communaux sous prétexte de développement et redécouvrent les formes de l'exploitation féodale. Le fellah devient "taillable et corvéable à merci" au nom du militantisme. Les "administrés" bon gré, mal gré, doivent fournir leurs bras, leurs boeufs et leur matériel.

Cette situation ne durera pas. Un jour, très proche, viendra où la colère des paysans éclatera.

Ce jour là, gare aux exploiters !

o o o

M. BEN POUILLON AIME BIEN SON PAYS

Le pouvoir envisage de rénover la Casbah. Il a chargé de ce projet Pouillon dont, selon El Moudjahid, "on connaît l'attachement à notre pays, à ses richesses architecturales" (on pourrait ajouter "à ses richesses tout court").

Pour M. Pouillon, la Casbah c'est la capitale du tourisme algérien. Mais, il déplore qu'il n'existe pas "suffisamment de courage (il faut lire argent) pour une telle opération ... on ne peut évidemment pas compter sur les finances des particuliers pour la restaurer convenablement. Il faut les crédits de l'Etat."

Un os pourtant : que faut-il faire de la population qui y vit ? C'est évidemment gênant, surtout si on veut faire de la Casbah "ce qu'on a fait de l'Accropole, un des endroits les plus visités du monde".

o o o

LA RICHESSE DES UNS ...

Deux informations du Monde du 13 janvier 1972 :

" - U.S.A. : Le gouvernement des Etats-Unis va distribuer cette année 150 millions de dollars (plus de 80 milliards d'anciens francs) pour décourager les agriculteurs américains de produire du blé.

- Mauritanie : L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (F.A.O.) a décidé d'envoyer des vivres en Mauritanie où des dizaines de milliers de personnes sont menacées de mourir de faim."

o o o

ON DEMANDE DES CADRES SUPERIEURS (AMERICAINS DE PREFERENCE)

Débordée par les nombreuses demandes d'emploi, la SONATRACH a fait paraître le communiqué suivant qui se passe de tout commentaire :

"En raison des très nombreuses demandes d'emploi enregistrées quotidiennement, le service Sélection et Formation du Complexe d'Engrais Phosphatés de Annaba, informe qu'il ne pourra être donné aucune réponse aux candidats n'ayant pas reçu de convocation en vue du test de recrutement.

Ce communiqué tient lieu de réponse.

Par ailleurs, à partir de ce jour, ne seront plus considérées les demandes d'emploi concernant les catégories suivantes :

./.

- employés administratifs
- ouvriers, ouvriers qualifiés et ouvriers spécialisés pour toutes spécialités
- manoeuvres et assimilés
- chauffeurs et assimilés.

(El Moudjahid du 25 janvier 1972).

o o o

LA HAUSSE DES PRIX EN ALGERIE ATTEINT LES "FEUILLES DE CHOUX"

A partir du 17 janvier 1972, le prix de vente du journal "national" El Moudjahid a été augmenté de cinq centimes. Selon le communiqué cette hausse est due au fait *"que les matières premières, les machines qui sont importées ne cessent d'augmenter"*. Et le commentateur de poursuivre : *"le but n'est pas de faire des bénéfices, car en Algérie, l'idée du profit est bannie contrairement à ce qui se passe dans les pays capitalistes"*.

Cette simple phrase nous montre pourquoi El Moudjahid ne fera jamais de profits, car elle montre amplement le mépris du lecteur qui caractérise les journalistes de cette "feuille de choux". Toute circonstance est bonne pour mystifier les Algériens, leur faire prendre des vessies pour des lanternes.

Si le profit est "banni" de notre pays, comment se fait-il que les uns croupissent dans la misère, tandis que les autres se vautrent dans l'opulence et dans le luxe. Si le profit est "banni" d'Algérie, comment se fait-il que toute la politique du pouvoir est guidée par le souci de la rentabilité capitaliste et qu'elle sacrifie les intérêts de notre pays et de sa population à l'impérialisme et à la bourgeoisie. Si le profit est "banni" de l'Algérie, comment se fait-il que les problèmes de l'agriculture, du chômage, de la santé sont repoussés au second plan et qualifiés dédaigneusement de problèmes sociaux.

o o o

"L'UNE DES PLUS MODERNES D'AFRIQUE ET D'EUROPE"

BOUMEDIENNE a inauguré le complexe de tissage de couvertures de la NIFTA. Cette usine a été modernisée pour un coût de 30 millions de DA (trois milliards d'anciens francs). Elle serait de ce fait, selon El Moudjahid, *"l'une des plus modernes d'Afrique et d'Europe"*.

Cette usine qui comptait 550 ouvriers avant la modernisation n'en compte guère plus aujourd'hui, bien que sa production doive augmenter considérablement. Ainsi, une fois de plus, le pouvoir a choisi de mécaniser à outrance aux dépens de l'emploi. Cela confirme le choix capitaliste du pouvoir : l'argent de notre pays est dépensé en achats de matériels coûteux à l'étranger, sans que cela profite aux Algériens, seule la rentabilité capitaliste compte.

./.

On aurait pu choisir d'autres solutions qui, tout en diminuant considérablement les achats à l'étranger, auraient permis d'employer des centaines de personnes (qui auraient été les bénéficiaires des investissements) tout en augmentant considérablement la production de couvertures.

Bien sûr, dans ce cas, on n'aurait pas pu écrire "le plus moderne d'Afrique et d'Europe", cette phrase que l'on retrouve souvent sous la plume des scribouillards algériens. Que nous importe que cette usine soit la plus moderne si on n'en profite pas ! Comment peut-on en profiter si ce n'est par les emplois qu'elle crée ! Flatter le chauvinisme ne suffit pas pour résoudre le problème ! Les Algériens pourront être fiers si, effectivement, ils éliminent le chômage, la misère, la sous-alimentation, l'exploitation ! Les pays les plus arriérés sont souvent dotés d'installations ultra-modernes (quand cela sert les intérêts de l'impérialisme). C'est même là une des caractéristiques du sous-développement !

o o o

LE F.L.N. SUR ORBITE

Sous le titre "Les unions paysannes" Révolution Africaine consacre une série d'articles à la "structuration du Parti" dans les campagnes. C'est ainsi que l'on apprend que la *"note du 20 mai 1969 a intégré les masses rurales dans la vie active et politique du pays"*, ce qui a permis au F.L.N. de *"retrouver son originalité, de regagner son prestige"*.

Le processus d'installation a été la mise en place de commissions techniques et de commissions organiques dont le but est d'étendre l'influence du Parti dans les milieux paysans. Un nouveau corps de permanents a été mis en place, ce sont les régionaux assistés de chargés de mission qui *"avec les moyens modestes mis à leur disposition sont descendus jusque dans les douars les plus reculés"* pour *"rendre vie"* aux kasmates.

Si l'installation des instances dirigeantes a été facile, les permanents du Parti ont rencontré d'énormes difficultés pour implanter ce qu'ils appellent des foudj. Cependant, l'optimisme est de rigueur et *"le temps est venu de faire une pose (sic) d'une part pour vérifier si l'orbite suit fidèlement sa trajectoire (sic) et, d'autre part, cerner les difficultés et trouver les moyens pour les éluder"*.

Ces quelques lignes sont très significatives du sérieux avec lequel le parti unique de notre pays poursuit son oeuvre. Cependant, derrière cette question des "unions paysannes" se profile la lutte aigue entre les membres du parti et ceux de la bourgeoisie d'Etat. En effet, il ne s'agit ni plus ni moins pour le parti que de *"contrôler le domaine économique du secteur privé et du secteur socialiste"*. Parions que l'enjeu de toute cette agitation s'appelle "révolution agraire".

o o o

Chaque année, dans la région de TINDOUF, se tiennent des mouggars (foires commerciales). Traditionnellement, ces mouggars permettent les échanges entre nomades, éleveurs particulièrement, caravaniers et les populations sédentaires du nord. Or, depuis quelques années, il se transforme en rencontre d'affairistes. Des commerçants de Rio de Oro et des Iles Canaries apportent des produits japonais et européens détaxés (transistors, électro-ménagers) qu'ils revendent aux grossistes du nord de l'Algérie qui font ainsi des bénéfices substantiels. Les commerçants espagnols s'en retournent avec des stocks énormes de thé de Chine. Dans ces affaires, ce sont principalement les consommateurs, les nomades et les autres qui sont touchés. Ainsi, des appareils acquis à des prix élevés ne peuvent être utilisés en cas de panne par manque de pièces de rechange.

Le pouvoir, de son côté, n'y trouve pas son compte et, on affirme, qu'il y a un manque à gagner de 50 millions de DA pour le trésor algérien. Aussi, pour le Nassihar de Tamanrasset, on a décidé d'appliquer des droits de douane.

o o o

AID EL ADHA : INCROYABLE, UN MOUTON POUR 100 000 FRANCS

Cette année, tous les records sont battus. Les moutons se sont vendus jusqu'à 100 000 francs pour l'Aïd-El-Adha, et le moindre petit agneau atteignait les 30 000 francs. Inutile de dire que, même dans les familles aisées, cela a fait un trou dans le budget !

L'Etat, les gros éleveurs, les revendeurs de toutes sortes ont fait leur beurre d'autant plus que les restrictions apportées aux importations enlèvent toute concurrence et mettent les acheteurs à la merci des vendeurs.

La publicité à la radio, à la télé, dans la presse sur le mouton de l'Aïd a eu pour effet de mettre les familles les plus démunies dans l'obligation d'acheter leur mouton. Les pratiques de vantardise, d'ostentation qui avaient disparues durant la guerre de libération font leur réapparition sous l'influence de la nouvelle bourgeoisie qui tient à étaler sa fortune. C'est à qui tue le plus gros mouton !

C'est d'ailleurs un véritable scandale que cette réapparition de mœurs féodales qui caractérisaient la société des caïds et où l'importance de quelqu'un se mesurait au nombre de moutons qu'il pouvait faire égorger. Au moment où l'on parle de réforme agraire, de développement de l'élevage, etc ... abattre un million de moutons en un jour devrait être un crime puni par la loi. Le résultat de ce massacre, c'est la hausse du prix de la viande de mouton qui atteint 20 DA le kilo (alors qu'elle est taxée à 12 DA) et encore faut-il la trouver (on nous signale la fermeture de nombreuses boucheries).

o o o

SEMAINE ANGLAISE

Malgré toutes les déclarations du pouvoir sur la nécessité d'augmenter la productivité du travail, tout le monde constate qu'à Alger plus personne ne travaille le samedi matin.

C'est ainsi qu'El Moudjahid signale que les embouteillages du centre d'Alger disparaissent comme par enchantement le samedi matin.

o O o

SOCIAL IMPERIALISME : UN AMI QUI NOUS VEUT DU BIEN !

M. KORTUNOV, ministre soviétique des Hydrocarbures vient faire une tournée dans les pays européens pour rendre visite à ses partenaires et futurs clients de Vienne, Paris et Rome. L'Union Soviétique construira prochainement un pipe-line qui transportera du gaz naturel russe en Autriche (de 1,5 à 4,5 milliards de m3) ; en Italie (6 milliards de m3) ; et enfin 2 à 2,5 milliards de m3 qui seront mis à la disposition de la France.

Les Soviétiques viennent de faire des propositions à la Suisse en vue de la ravitailler en gaz naturel. Ils prévoient une exportation de m3 milliards de m3 d'ici dès 1975. Quant aux quantités destinées à l'Europe Occidentale, elles dépasseraient en 1980 les 15 milliards de m3.

Rappelons que le marché européen du gaz était un des objectifs de la politique de l'Algérie. Les Soviétiques ont réussi à éliminer la concurrence algérienne tout en développant leur pénétration dans le secteur des hydrocarbures en Algérie. Il est très vraisemblable que c'est sur leurs conseils que la SONATRACH s'est tournée vers le marché américain.

o O o

Des Camarades nous écrivent du Pays ...

ALGER

A l'arrivée du car de l'aéroport derrière le luxueux hôtel Alletti, une multitude de porteurs improvisés assaillent les voyageurs algériens ou étrangers. Comme ils subissent une misère catastrophique, ils n'ont plus de scrupules à dire ouvertement : "laisse-moi t'aider mon frère à porter ta valise et tu me donneras ce que tu peux pour que je puisse manger".

Le nombre de voitures qui circulent à Alger est extraordinaire. On dirait que tous les habitants de la capitale possèdent une voiture. Mais, quand on circule un peu dans toute la ville, on s'aperçoit que ce n'est que dans la rue Didouche Mourad que les voitures sont nombreuses et neuves. En effet, la rue est devenue les Champs Elysées de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie algériennes. Les vitrines contiennent des produits étrangers et luxueux que le peuple n' imagine même pas en rêve. On peut voir par exemple des salons de coiffure pour les dames de la nouvelle bourgeoisie, ainsi que des salles de sauna et d'esthétique (produits de beauté, etc ...).

Pendant que les employés de bureau sont à leurs services, ceux qui n'ont pas de travail, les transfuges des quartiers arabes comme les appellent les bourgeois et les petits bourgeois, ne peuvent que s'asseoir dans le Square Lénine et attendre on ne sait quoi. Les bourgeois vont même jusqu'à dire que ce sont des fainéants qui ne veulent pas travailler car, pour eux, il y a du travail partout. Les terrasses des cafés sont pleines de ce peuple forcé à ne rien faire. Les cafetiers ne chôment pas et sont lestes quand il s'agit de courir après les mendiants de plus en plus jeunes et nombreux. Au centre d'Alger, les employés de bureau et les fonctionnaires ne pensent qu'à une chose : s'amuser, chercher de nouvelles distractions, se saouler souvent au whisky qui coûte jusqu'à 120 DA la bouteille. A partir de 18 heures, les bars de la rue Didouche sont pleins à craquer de ces fonctionnaires qui viennent prendre l'apéritif et qui ne se contentent pas d'un seul verre, c'est parfois vingt apéritifs qu'ils boivent car ils en ont les moyens, ils sont bien payés.

Mais, il n'y a pas que des fonctionnaires à Alger. Il y a les gens du peuple, ceux qui cherchent désespérément un travail quelconque pourvu qu'ils puissent nourrir leurs familles. Ceux-là essaient de survivre. Il font de tout, aucun travail n'est mauvais pour eux. C'est pour cela que maintenant les vendeurs de bananes sont très nombreux. A tous les coins de rues, on trouve un marchand ambulant qui pousse une charrette.

Dans les vitrines de la rue Ben M'hidi Larbi, on trouve des vêtements, des chaussures, des chemises, etc de fabrication algérienne, mais toujours à des prix trop élevés pour le peuple. Une chemise algérienne vaut 60 DA., une paire de chaussures vaut jusqu'à 50 DA, pour les enfants, ce n'est guère moins cher.

Square Port-Saïd, les cireurs sont plus nombreux et plus jeunes qu'avant. La police ne les chasse plus, mais elle continue à courir après les vendeurs de mouchoirs, de chaussettes etc ... parce qu'ils ne veulent pas payer d'impôts.

./.

Vers El Harrach, c'est vraiment l'extrême misère des gens vivant dans les bidonvilles. Les uns essaient de vivre en vendant quelques uns de leurs pantalons ou vestes usés, d'autres (ceux qui ont pu ramasser un petit pécule, au maximum 100 à 150 DA) fabriquent une petite charrette qu'ils chargent de bananes, légumes, mandarines ou oranges et qu'ils poussent vers les immeubles des cités surpeuplées.

Sorti d'Alger, c'est un autre monde que l'on voit

Très peu de domaines autogérés sont travaillés, ou, s'ils le sont, c'est souvent par une dizaine d'ouvriers au maximum. Depuis la crise de l'arrachage des vignes, beaucoup d'ouvriers agricoles sont au chômage et traînent dans les cafés. Il n'y a pratiquement plus de vignobles taillés, ils sont laissés à l'abandon. Les ouvriers refusent de travailler dans les comités de gestion, car ils ne sont pas payés pendant des mois, ou, s'ils le sont, c'est souvent en nature, c'est-à-dire qu'on leur donne quelques kilos de semoule, un litre d'huile, etc ... Dans ces conditions là, les ouvriers refusent que leur travail profite au directeur du Comité et à son copain le Président de l'Assemblée Populaire ou le Wali, sans compter les officiers de l'armée qui ont pris l'habitude de se servir sans payer.

Parfois, dans les régions céréalières, entre El Asnam et Mostaganem, où les terres appartiennent souvent à des gros propriétaires fonciers, on voit un seul tracteur labourer et des dizaines d'ouvriers, que le propriétaire refuse d'employer pour faire plus de bénéfices, restent au chômage.

Dans ces villages et hameaux agricoles, la situation est telle que la mendicité se développe à une allure inimaginable. Des jeunes de 20 à 30 ans viennent mendier quelques sous auprès des consommateurs des cafés.

Les agressions nocturnes se multiplient. C'est ainsi qu'à Sidi Bel Abbès, dès huit heures du soir, plus personne ne circule seul dans les rues. Du fait de la misère, on a assassiné des gens pour des sommes dérisoires de 100 DA, nous dit un vendeur ambulant. Les gens sont découragés et se livrent à l'alcool. Ils s'entretuent dans des rixes sans raison, chose exploitée par la bourgeoisie qui fait croire que l'ennemi c'est le voisin et non le pouvoir, qui est la cause véritable de tous les malheurs.

Le peuple parle ouvertement et critique les autorités. Il trouve que les policiers et les militaires sans oublier les gendarmes, véritables tortionnaires du peuple dans les campagnes, sont bien nourris, tout en ne travaillant pas.

Il semble qu'une conscience d'exploité se développe chez le peuple qui fait la distinction entre les pauvres d'un côté et les riches de l'Etat de l'autre.

Les logements destinés au peuple, souvent des cités sales et en mauvais état, sont abandonnés par les autorités qui sont fermes quand il s'agit de percevoir les loyers élevés, mais qui ne se déplacent jamais pour l'entretien et effectuer les réparations sanitaires par exemple. Dans la région de Bel Abbès, il fait extrêmement froid. La population n'a pas les moyens de s'acheter des vêtements chauds et n'a pas de chauffage dans les appartements. Ce qui fait que tout le peuple traîne des toux et des infections pulmonaires : vieux, jeunes, femmes, enfants toussent et on peut être sûr que la tuberculose est presque générale et sera de plus en plus difficile à soigner puisqu'elle se généralise.

Dans la même cité, nous avons vu des immeubles neufs, propres et où le chauffage est installé. Les autorités ont mis du fil de fer barbelé dans les escaliers pour empêcher le peuple de les habiter et on les réserve à des officiers de l'armée ou de la gendarmerie.

./.

Dans les hôpitaux, les soins - quand ils sont donnés - sont lamentables. Voici un petit exemple pour montrer combien la situation est critique. Une vieille dame asthmatique devait être vaccinée. A l'hôpital, le vaccin est introuvable. Elle écrit à son fils à Alger qui le lui envoie. Elle va à l'hôpital où on lui dit : "médicament rare, nous ne savons pas le faire". La dame réécrit à son fils qui lui envoie le mode d'emploi. Elle retourne à l'hôpital et elle se voit refuser l'injection du vaccin parce qu'ils n'ont pas de seringue nécessaire.

Depuis quelques temps, un bruit court dans toute l'Algérie et on dit que des médecins chinois sont installés dans un hôpital à Médéa. On vient se faire soigner là-bas de tous les villages, parce que les soins sont sérieux, les médecins sont sérieux et ne sont pas méprisants avec le peuple. On dit qu'on peut venir à n'importe quel moment de la journée ou de la nuit et qu'on est sûr d'être soigné et de trouver un médecin chinois prêt à consulter et, parfois, ils ne sont même pas secondés par les infirmiers algériens qui n'aiment pas se dévouer pour "cette racaille" qu'est le peuple.

On entend souvent parler du Plan quadriennal, c'est-à-dire de la grosse industrie qui doit relever le niveau de vie du pays. Mais, personne ne sait exactement ce qui s'y passe pour la simple raison que très peu de main d'oeuvre y est employée. Ce sont surtout des techniciens étrangers qui y travaillent.

On est sûr maintenant que le Plan a englouti en deux ans ce qu'il devait engloutir comme argent en quatre années. En fait, bien que les crédits soient épuisés, on peut affirmer que le Plan a finalement mobilisé peu d'argent. Le pouvoir a eu beaucoup de difficultés à trouver des sources de financement d'autant plus que les américains n'ont pas encore donné le feu vert pour le gaz. Et tout cela pour permettre seulement aux sociétés pétrolières de venir plus souvent prendre livraison du pétrole et du gaz algériens. On dit que beaucoup de grosses têtes se remplissent les poches en signant des accords avec les sociétés étrangères.

Comme le Plan quadriennal n'a absolument pas amélioré la situation du peuple, il est question (selon des rumeurs) que le gouvernement autorise les investissements étrangers pour relever l'économie. Par exemple, on construit beaucoup de stades pour aider le peuple à mieux s'occuper de sport et oublier la réalité. A Sidi Bel Abbès, ville de 86 600 habitants, on construit un stade de 20 000 places, comme si la population n'avait que ça à faire. D'ailleurs, le Pari Sportif marche très bien.

A Arzew, des raffineries de pétrole et de liquéfaction de gaz construites par les sociétés étrangères néo-colonialistes anglaises et américano-japonaises, on voit sortir de la fumée des cheminées, mais on ne voit aucune main-d'oeuvre algérienne y travailler. Quelques bateaux attendent qu'on les charge du précieux liquide (pétrole ou gaz), puis repartent vers l'étranger. Le moins que l'on puisse dire en voyant ces bateaux partir chargés, c'est que l'Américain, l'Anglais ou le Français ne va sûrement pas souffrir du froid qui tue petit à petit le peuple algérien.

Il est possible d'acheter du gaz domestique en Algérie. Quand on amène une bouteille vide pour en reprendre une chargée, on paye 50 DA. Mais, si on vient d'acheter un appareil de chauffage ou un réchaud à gaz neuf et qu'on veut acheter une bouteille de butane neuve chargée, l'épicier refuse de la vendre. Il exige même qu'on lui ramène une bouteille vide. Si on veut payer la consigne, il refuse. Il veut une bouteille vide. Et, quand on lui demande pourquoi il ne peut pas vendre une bouteille neuve chargée, il explique que c'est l'ordre de la SONATRACH. Quand on réfléchit au problème, on s'aperçoit que le pouvoir veut obliger le peuple à faire des frais pour faire installer le gaz de ville à domicile et payer annuellement une location de compteur, une taxe, etc ... Ce qui fait que le peuple est obligé d'acheter des bouteilles de butane vide des fois 200 à 250 DA.

Il y a un grand manque de ciment. A 20 km de Bel Abbès, une cimenterie tourne nuit et jour. Une file de camions stationnée la nuit attendait sur presque un kilomètre. Mais, on construit beaucoup de complexes touristiques, de mosquées, de stades, etc ... ce qui fait que le peuple est obligé de rafistoler ses masures avec de la terre glaise et de la paille.

Les bourgeois, eux, se vantent de pouvoir construire leurs belles et grandes villas avec tout le ciment qu'ils veulent, grâce aux pots-de-vin. Nous avons pu visiter la villa en construction d'un bourgeois dans le quartier résidentiel d'Hydra à Alger :

- surface : 300 m²
- maçons : 3
- manoeuvres : 5
- nombre de pièces : 17,

et le tout pour une très grande famille de QUATRE PERSONNES.

Nous connaissons le passé de l'heureux propriétaire de la villa, le voici :

. militant, cadre du F.L.N. pendant la guerre de libération, il était chargé des collectes dans la Casbah d'Alger. Au lendemain de l'indépendance, il OUBLIE de verser l'argent de la collecte et le garde. Il ouvre une petite société d'Import-Export et ses affaires marchent bien quand il donne des pots-de-vin à des fonctionnaires bien placés. Bientôt, il fait suffisamment de bénéfices pour pouvoir ouvrir une nouvelle usine unique en son genre en Algérie. Ce qui lui vaut bien sûr la protection du Pouvoir (exonération d'impôts, etc ...). Dans son usine, il n'emploie qu'une main-d'oeuvre spéciale : des fillettes de 13 à 16 ans encadrées par une "technicienne" française. L'usine est grande, le nombre de machines est important, mais le patron ne veut pas employer suffisamment d'ouvriers et d'ouvrières. Il fait travailler les fillettes sur deux machines à la fois. Quant au mari de la technicienne qui est lui aussi technicien - car tous les vrais techniciens ne peuvent être qu'étrangers - semble-t-il - il encadre quelques jeunes garçons qui n'ont pu continuer leurs études et qui sont presque tous des soutiens de famille.

Ayant remarqué qu'il n'y avait pratiquement pas d'adultes dans l'usine, nous avons demandé les raisons au Patron. Il nous a répondu qu'il préférait utiliser des fillettes qui sont dociles, stables, travailleuses et qui viennent à l'usine uniquement pour le plaisir de sortir de chez elles et non pour gagner leur vie. Pour ce patron, les fillettes ne sont ni soutien de familles, ni obligées de travailler. Il ne veut pas employer des adultes parce qu'ils sont instables, rouspéteurs et que dès qu'ils ont ramassés un petit pécule, "ils préfèrent s'en aller se reposer". Donc, ils ne sont pas sérieux et il refuse de les former sur des machines. En fait, nous avons remarqué qu'il fallait vraiment être obligé de travailler pour accepter les conditions imposées par cet exploiteur. Le salaire des ouvrières est d'environ 1 DA de l'heure et les garçons 1,50 DA. Ils doivent travailler des fois dix heures pour pouvoir assurer un minimum de nourriture à leur famille. Il y a quelques filles qui ne s'arrêtent même pas entre midi et une heure dans l'espoir de gagner un dinar de plus.

Et ce nouveau patron exploiteur sans scrupules des enfants du peuple est un ancien militant, cadre du F.L.N.

A la sortie de Al Asnam, on peut voir de la route un nombre assez grand de tracteurs et autres machines agricoles rouillés et abandonnés.

Dans les douars, le peuple vit misérablement. Il doit tirer l'eau des puits profonds. Il voit les lignes d'électricité passer à côté du village et ne peut bénéficier de cet avantage.

Les enfants du peuple sont destinés à rester les bergers des troupeaux des bourgeois qui envoient leurs enfants étudier dans la capitale ou à l'étranger.

Dans les petites villes, quand les enfants peuvent aller à l'école, ils n'ont que deux heures de cours par jour. On ne construit pas d'écoles, alors que le pouvoir prétend qu'on en construit. Nous n'avons vu aucun chantier de future école. Les seuls travaux effectués sont ceux des mosquées dans les villes et les villages. On préfère transformer des églises en mosquées plutôt qu'en écoles.

A Alger, le peuple est tendu. On sent que le peuple se demande ce qui se passe. Une atmosphère lourde fait croire qu'il va se passer quelque chose. En tous cas, les gens s'attendent à un coup d'Etat.

Le trio BOUMEDIENNE, BOUTEFLIKA et KAID est en pleine discorde d'après ce que l'on dit. Il y a environ deux ans, les blindés envoyés par BOUMEDIENNE ont encerclé les Affaires Etrangères. Mais, le rapport de force était en faveur de BOUTEFLIKA auquel s'est rallié KAID qui se sentait menacé, BOUMEDIENNE s'est arrangé avec eux et l'affaire a été étouffée. Il apparaîtrait que BOUMEDIENNE n'est en place que parce que quelques officiers lui sont encore fidèles.

Selon un fonctionnaire du Ministère d'Etat, dans les hautes sphères du pouvoir, on appelle plus BOUMEDIENNE que par le surnom de "solitaire" et "l'extrémiste". Il signe tout seul tout. Il prend des décisions sans consulter personne, tout comme faisait BEN BELLA quelques temps avant le Coup d'Etat. Le Conseil de la Révolution se réunit rarement et rien n'est dit des sujets de réunion.

Toutes les nouvelles lois et décisions sont prises par BOUMEDIENNE qui ne consulte personne.

Partout en Algérie, du moins dans la région d'Oran, les gens se demandent ce qui va se passer. En attendant, les petits chefs tels que les Wali, Chefs de Daïra, responsables du Parti, etc ... ne se gênent pas pour appliquer des lois qui écrasent le peuple.

o o o

ON DEMANDE BACHELIER COMPLET POUR ELEVER DES POULES PONDEUSES...

Voici la lettre intégrale d'un jeune bachelier contraint au chômage et qui, pour subvenir aux besoins de sa famille, a cherché la solution de son chômage ailleurs que dans les sociétés nationales :

"Bonjour. J'ai posté trois lettres ce matin. La première concernant un recrutement de techniciens chimistes de laboratoire ; la seconde pour une école privée qui recherche des professeurs d'enseignement moyen de français ; la troisième pour un organisme qui offre des bourses d'études pour stage de formation en informatique.

A présent, je dois tout essayer et, comme tu dois le constater, je dois agir n'importe comment. J'ai attendu trop longtemps une confirmation des sociétés pétrolières qui tardent un peu trop, mais je ne reçois encore toujours rien. Je suis allé les embêter plusieurs fois, je leur ai même téléphoné. Finalement, j'ai compris qu'il ne fallait pas trop espérer. Quand je pense que ça fait déjà plus de six mois que j'ai envoyé mes dossiers avec toutes les pièces nécessaires !

Parallèlement, j'ai cherché un emploi provisoire, mais je n'en ai pas trouvé qui soit intéressant. Aussi, j'ai été contacté plusieurs fois pour un emploi purement administratif qui n'arrangeait nullement la situation financière actuelle de la famille. Donc, j'ai toujours renoncé, (je me méfie aussi un peu des administrations).

Mais, dans tout ça, c'est surtout mon premier stage qui m'a gêné jusqu'à prendre une décision définitive, de sorte que j'ai toujours cru m'intégrer rapidement, d'autant plus que le diplôme que m'a remis ma société (américaine), en fin de stage, était sans problème. Chaque fois, je me suis demandé s'il fallait encore espérer ou encore ne plus y compter et redémarrer de nouveau à zéro. Tu comprends maintenant dans quelle situation je me trouve. Voilà donc, à présent, où j'en suis après une année considérée pratiquement comme perdue. Mais, rassure-toi, je ne me suis pas démoralisé. En attendant ma réintégration dans une autre société, il fallait trouver un moyen pour vivre. C'est alors que j'ai eu l'idée de l'élevage de poules pondeuses. Incroyable, mais vrai. Je devins ce que je suis maintenant : commerçant et aviculteur de circonstance. Donc, l'élevage des poules commença avec l'achat de 150 poussins de couveuses. J'ai acheté aussi des mangeoires des abreuvoirs et de la nourriture vitaminée.

Par manque d'expérience, nous avons perdu quelques têtes, mais c'était sans importance. La nourriture par contre m'a posé beaucoup de problèmes. Mais, après la ponte tout s'est rétabli. Actuellement, nous sommes légèrement déficitaires à cause de l'inexpérience et du manque de nourriture difficile à se procurer actuellement du fait des restrictions du gouvernement. On l'achète par sac de 50 kg et il nous faut deux sacs par semaine pour 128 poules ...

Des résultats, en voici : sur 128 poules, près de 80 pondent régulièrement tous les deux jours et, ceci, par manque de nourriture seulement. Je ne sais pas si tu es au courant, mais les oeufs sont parfois introuvables sur le marché, ce qui a provoqué une augmentation incroyable du prix de l'oeuf. A Alger, un oeuf coûtait 60 centimes pendant le Ramadhan. Actuellement, il vaut 40 centimes. Donc, si tu veux un chiffre : 80 oeufs font 3 200 francs par jours, c'est-à-dire 96 000 francs par mois !

Il y a des moments où je me demande pourquoi, en définitive, se casser trop la tête à chercher du travail dans les sociétés nationales ou étrangères. D'ailleurs, si elles me proposaient du travail, je continuerais toujours cet élevage.

Sais-tu aussi que mon oncle aurait l'intention de quitter son travail, avec mon accord à cause de ça ? Il serait prêt à abandonner son poste à la SONEGAZ pour faire de l'élevage, qui, selon lui, rapporterait beaucoup mieux et serait en tous cas plus exaltant.

Ces jours-ci, il fait très froid dans le village et je n'ose même pas sortir pour récupérer les oeufs du poulailler. Heureusement, maintenant, j'ai un aide, c'est Mohamed mon cousin (diplômé en dactylographie en arabe et qui n'arrive pas à trouver lui aussi du travail). Il s'occupe de l'entretien des poules généralement.

J'ai acheté le journal ce matin et j'ai été surpris, comme tout le monde, par ce hold-up de Bou Douaou (Ahna). Du jamais vu en Algérie ! (sauf dans les films américains ...). D'ailleurs, je t'envoies l'article, tu jugeras par toi-même. Bref, ça va de pire en pire pour l'économie du pays et cette crise économique persiste toujours. Sais-tu par exemple qu'il n'y a plus de haricots secs chez nous, que nous manquons de savon et que la savonnnette de toilette qui coûtait 60 centimes coûte maintenant 200 francs ou plus, sans parler des piles qui sont toujours introuvables et d'autres articles aussi. C'est, je crois, une politique du gouvernement qui veut limiter les importations ça explique beaucoup de choses. Alors, attendons-nous à d'autres surprises à l'avenir.

Un seul objet à réaliser coûte que coûte : le Plan quadriennal. C'est la seule préoccupation du gouvernement actuellement. Il ne s'intéresse qu'à ça et il oublie le reste. Il croit bien faire, mais vraiment, on ne sait pas au juste où ça aboutira un jour tout ça. Enfin on verra !

Pour terminer, ma mère te demande de lui envoyer de l'argent pour acheter le mouton de l'Aïd.

o o o

LETTRE DU PAYS

A Sétif, comme dans la région du même nom, la situation est catastrophique.

Il y a énormément de chômage. Chez tous les jeunes, un mot revient toujours "émigrer", n'importe où pour fuir la misère et la répression. En attendant, ils sont livrés à une forte domination idéologique :

- le jeudi, c'est le cinéma pour les jeunes de 10 à 14 ans et le contenu des films est très bien choisi. A titre d'exemple, du 7 au 13 février 1972, deux films étaient présentés : "C'est le moment de tuer" et "Pas de pitié pour les héros".

- le dimanche, c'est le sport. C'est-à-dire le football, nouvel opium du peuple. Beaucoup de monde y trouve son compte : le petit commerçant se fait "supporter" pour avoir une clientèle attirée et surtout l'Etat qui gagne des deux côtés ; par le prix des places (7 à 9 DA) et par le pari sportif qui est très populaire.

- le reste de la semaine, il y a les dominos et le jeu de dames pour les vieux et même pour des jeunes.

- le soir, aussi bien en semaine qu'en fin de semaine, l'alcool coule. Ici aussi, le mal atteint même les jeunes de 14 à 18 ans. A Sétif, il y a sept bars. En ce moment, la cote est à l'anisette et au pernod. Les brochettes qui les accompagnent font la joie de la petite bourgeoisie bureaucratique.

Cette dernière est actuellement très mécontente. la raison en est une mesure récente : tout employé qui serait pris à l'extérieur de son bureau sans ordre de mission serait traduit en justice pour abandon de poste.

Toujours dans le domaine de la répression, la police fait toujours la chasse aux jeunes en les traitant de délinquants. Les jeunes affichent, en retour, un profond mépris à l'égard de l'armée et de la police.

A propos du logement : dans la cité qui a été construite dans le cadre du Plan de Constantine, il y a beaucoup de familles qui ont été sommées de payer les loyers en retard, sous peine de se voir expulsées par un huissier. Dans ces cités, il n'y a que des F.2. (deux pièces), alors quela dernière des familles a au moins quatre enfants. Le loyer est de 140 DA et dans les nouvelles cités, il va jusqu'à 250 DA.

Sur le plan de l'enseignement : dans le primaire, il y a deux classes dans la même journée. Une de 8 à 10 heures et de 13 h. 30 à 15 h. et, l'autre, de 10 à 12 heures et de 15 à 16 heures 30. D'un autre côté, le Ministre de l'Enseignement supérieur a visité un C.E.T. (3 février) qui vient d'être ouvert, mais qui ne fonctionne pas faute d'enseignants.

Pour ce qui est des pénuries, elles continuent. Certains produits sont toujours rares, notamment les piles, les tomates, fraîches, le gaz et même le fuel. Dans certaines stations-service, on trouve difficilement l'essence super. Un oeuf contre 0,30 DA a atteint les 0,50 DA. Les petits pois coûtent 6 DA le kg. Les oranges 1,50 DA. Encore faut-il dire que si les oranges ont baissé, c'est grâce au marché commun qui en a refusé deux bateaux.

Cette semaine les bouchers sont en grève. Ils demandent une taxe unique sur la viande. Ils se plaignent aussi de l'augmentation des impôts. Les prix de revient sont élevés : le mouton taxé arrive à la consommation à 12 DA le kg.

Pourtant, les petits éleveurs se font payer leur produit à 3,50 DA le kg par les grossistes. Les gros éleveurs, par contre, sont très bien organisés et aidés par l'Etat. Ils font la loi. D'une part, leurs bergers ont des permis pour fairepaître leurs bêtes dans toutes les terres appartenant à l'Etat. D'autre part, ils contrôlent le mouvement des prix. Ils attendent pour cela les périodes de fête, telle l'Aïd El Kebir où le mouton a atteint 500 DA. Vers le mois de mai, commencera la période de circoncision des enfants et là aussi, ils feront des affaires.

A ce propos, il y a actuellement une propagande intense pour la révolution agraire. Principal slogan : "la terre à ceux qui la cultivent et la patrie à ceux qui l'édifient". Il y a une tension très vive dans le milieu rural. La bourgeoisie féodale est décidée à se bagarrer jusqu'au bout.

Il y a des remous dans pas mal de régions. Ainsi, il y a eu 14 blessés dont certains gravement atteints. Dans deux villages du côté de Bordj-Bouarreridj, à la suite de la propagande sur la "révolution agraire" les paysans sans terre ont décidé de se servir dans le domaine d'une grande famille féodale.

Toujours du côté de Bordj-Bou-Arreridj, il y a en ce moment des inondations qui ont emporté deux familles. Entre Bouïra et Alger, la route est coupée et la circulation est difficile.

Enfin, un dernier mot sur la santé. A l'hôpital de Sétif, il faut apporter son couvert et les malades sont à deux par lit. Les soins laissent beaucoup à désirer. Cependant, il faut payer la journée et les soins jusqu'à 45 DA. Ainsi, les indigents n'ont qu'une chose à attendre, c'est mourir.

A l'hôpital, les travailleurs sont mécontents de la répression exercée par le chef de service. Les conditions de travail sont elles-mêmes très dures. Pas d'autorisation de s'asseoir pour les surveillants, etc ...

Un débrayage a d'ailleurs eu lieu la semaine dernière concernant 385 employés. Leurs revendications n'ont pas été totalement satisfaites. Ils ont eu la promesse que les conditions de travail changeront dès l'arrivée des subventions. La direction, aidée par le parti du F.L.N. et l'U.G.T.A. a essayé de constituer une commission paritaire. Mais, le personnel n'a pas marché car il n'a pas confiance en l'U.G.T.A.

o o o

Le mécontentement populaire grandit!!!

Le mécontentement des masses algériennes s'amplifie de plus en plus, face à une situation chaque jour plus difficile. Ce mécontentement s'exprime ouvertement.

C'est ainsi qu'El Moudjahid publie dans sa rubrique des lecteurs une série de lettres où des Algériens exposent les problèmes auxquels ils sont confrontés.

Dans l'enseignement

Un comité d'élèves des classes terminales du lycée Emir Abdelkader (Alger) évoque le manque de professeurs :

"... depuis le début de l'année scolaire, nous manquons de professeurs d'arabe, de philosophie et d'E.P.S. et nous sommes à cinq mois du baccalauréat.

Notons que sur huit classes terminales, six classes ne possèdent pas de professeurs de philosophie, trois classes n'ont pas de professeur d'arabe et quatre n'ont pas de professeur d'E.P.S.

Pour l'éducation sportive, cela ne pose aucun problème, mais pour l'arabe qui est une langue nationale et la philosophie, la situation devient intolérable.

Cela laisse penser que les élèves dont les parents peuvent payer des cours privés réussissent (avec un peu de chance) au baccalauréat, tandis que les autres ..."

(El Moudjahid du 22 janvier 1972).

Un parent d'élève S.A. de Staoueli (Alger) écrit :

"L'A.P.C. a construit des classes dans un quartier à forte densité : bravo ! Mais, lorsqu'on se présente à M. le Directeur de l'école de Staoueli pour réclamer un certificat de scolarité, là c'est une autre paire de manches. Le Directeur nous répond que, comme ce sont des classes distinctes, il n'est pas question d'appuyer le cachet de l'école du village. Le certificat est réclamé à corps-et-à-cri par les administrations, et, le fonctionnaire qui ne le fournit pas se voit suspendre ou même supprimer les allocations familiales".

(El Moudjahid du 25 janvier 1972).

I. Mohamed de Bouinan :

"J'attire l'attention sur le fait que les chemins qui mènent vers Tafrent par Cheria et Beni-Kina dont l'état se détériore de plus en plus, demeurent pratiquement incarrossables vues les diverses crevasses et fossés qui les composent ...

J'attire de ce fait l'attention des responsables de l'A.P.C. de Bouinan pour se pencher sérieusement sur cette situation qui n'a que trop duré, afin d'exaucer les vœux des habitants de la commune".

(El Moudjahid du 25 janvier 1972).

B. Rabah d'Azefoun (Grande-Kabylie) :

"Toute une vaste région de plus de 30 000 habitants se trouve dépourvue de moyens de locomotion, ce qui perturbe la vie quotidienne des populations de cette région englobant les douars Beni-Djenad (commune de Freha et de Tibi-zart, ainsi que le douar Izerakhfouene (commune d'Azefoun)".

(El Moudjahid du 29 janvier 1972).

Maghri Ali d'Alger parlant des conditions de voyage entre Alger et Port - Gueydon :

"Les passagers sont entassés les uns contre les autres et voyagent dans de très mauvaises conditions. Pensez un peu à une femme enceinte qui, faute de place, bousculée de tous côtés, doit quand même faire le trajet debout.

(El Moudjahid du 22 janvier 1972).

Aït Mohamed Ali, Guerach Amar, Brahamani Kadour de Thenia (Alger) :

"Le train de Tizi-Ouzou (Alger) n'est composé que d'un wagon de deuxième classe, réservé aux cadres de la S.N.C.F.A. et aux voyageurs occasionnels et d'un wagon de troisième classe pour l'ensemble des travailleurs et d'autres catégories de voyageurs.

A Thenia, seulement, il y a plus de cent abonnés, ainsi qu'à Rhegaïa, sans compter les Issers, Bordj Menäiel, Belle-Fontaine, l'Alma, Boumerdès, Corso, Dar El Beïda, Oued-Smar. Pendant les jours de pointe, beaucoup de travailleurs sont laissés sur les quais par manque de place ...

A chacune de nos réclamations, on nous répond toujours qu'il y a manque de matériel ...

La S.N.C.F.A., depuis un certain temps, est dotée de nouvelles locomotives et les statistiques révèlent 1000 wagons de voyageurs. La situation ne s'est pas améliorée

pour autant, puisque même les trains équipés de nouvelles locomotives, arrivent avec plus de retard qu'avant.

D'autre part, la S.N.C.F.A. vient de prendre une décision spectaculaire. Cette décision consiste à doubler le tarif des abonnés à compter du 1^{er} janvier 1972."

(El Moudjahid du 11 janvier 1972).

La S.N.C.F.A. leur répond :

"La S.N.C.F.A. a, certes, fait l'acquisition de locomotives diésel-électriques. Mais, il s'agit là d'un matériel destiné à la traction de train lourd de marchandises. Et, exceptionnellement, de trains de voyageurs sur grandes lignes.

Il est clair que pour les relations suburbaines, aucun moyen nouveau n'est venu prendre la relève de l'ancien qui atteint l'âge de la réforme".

Quant aux relèvements des tarifs (doublés depuis le premier janvier) :

"L'Etat avait décidé notamment les mesures suivantes :

- institution d'un taux unique de 30 % pour les familles nombreuses, quel que soit le nombre d'enfants, ce taux s'appliquant exclusivement à la classe économique (3^{ème} classe).*
- limitation de l'accès à la classe économique (3^{ème} classe) pour les titulaires de réductions, tels que les invalides de guerre, les réformés et pensionnés militaires et les aveugles...*

C'est dans ce cadre donc, qu'ont été supprimées les réductions de famille nombreuse de 75, 50 et 40 %, les abonnements des enseignants, et qu'ont été relevés les abonnements des ouvriers."

Retard dans les remboursements d'indemnité et de soins médicaux

Mme A.Z. de Constantine :

"Depuis 1969, je n'ai pas cessé de réclamer mes droits (indemnités de congés payés et traitements). J'ai écrit deux lettres dont l'une du 15 janvier 1970, expédiées par la voie hiérarchique dans lesquelles j'avais exposé toutes mes revendications ; je n'ai reçu aucune réponse.

A la suite du silence déconcertant, j'ai pris par deux fois l'initiative de me déplacer à Alger ...

Après avoir attendu plus de deux années ; après avoir fait 1 800 km. ; après avoir perdu temps et argent, j'attends toujours"

(El Moudjahid du 12 janvier 1972).

Bellouti Hachmi de Constantine :

"Le dossier de maladie a été adressé à la Caisse le 23 juillet 1971. Après plusieurs requêtes et malgré l'envoi de la part de ce service (M.G.E.N.) du bordereau (avis rose), le remboursement ne m'a jamais été fait à ce jour".

(El Moudjahid du 25 janvier 1972).

La M.G.E.N. répond que sa caisse :

"connaît dans la conjoncture actuelle un déséquilibre financier qui s'explique d'une part, par l'augmentation des tarifs de remboursement (en moyenne plus de 100 % en quatre ans) et, d'autre part, par un accroissement très notable de la consommation médicale sans pour autant que les ressources de cet organisme se soit accrues en proportion."

(El Moudjahid du 26 janvier 1972).

LE LOGEMENT

H.C. de Bouzareach :

"nous sommes une soixantaine de familles de condition modeste, vivant comme locataires dans un quartier de la rue Montplaisant. Notre refuge est une sorte de foyer.

Les conditions dans lesquelles nous vivons sont intolérables et inhumaines. En effet :

- nous vivons dans une exiguité d'un bidonville ;
- ne remplissant pas ses obligations, la propriétaire ne procède à aucun entretien, ce qui entraîne l'accumulation de toutes sortes de "saletés" source de maladie ...
- le loyer que nous payons va de 60 DA (pour un réduit d'à peine 3 m2) à 150 DA."

(El Moudjahid du 11 janvier 1972).

Enfin, Boulahiaïh Smaïn de Constantine écrit à propos des films projetés dans les salles de cinéma :

"Ringo, Django, Jicop le Proscrit, les tueurs de l'Ouest, la Chevauchée fantastique, le Schérif aux poings nus, Bob Steel le Justicier" tels sont les titres de films que l'on peut voir affichés dans les salles de cinéma de Constantine. Ne vous étonnez pas si l'on parle de moralité publique ou d'éducation surveillée de nos enfants. L'une ne s'accorde pas avec l'autre ...

Pourquoi s'obstine-t-on à passer de tels films qui n'ont rien d'éducatif. Cela a trop duré et il est temps de "soigner" la programmation. Pourtant, les films intéressants ne manquent pas."

(El Moudjahid du 4 février 1972).

UNE CHANCE

Sous le titre "une chance" La République publie un article dont nous donnons de larges extraits :

"L'attente a assez duré pour lui. Il a perdu confiance. Il est venu, extrême recours, se confier à "La République" : "j'en ai marre, je pars ... j'émigre."

Il a 52 ans, il est père de famille nombreuse, six enfants.

- "Que dois-je faire, je ne sais plus"

- "As-tu vu l'U.G.T.A. ?"

- "Oui !"

- "Alors ?"

Cela fait maintenant neuf mois qu'il est en chômage par suite d'un licenciement qu'il dit "abusif".

Militant de la guerre de libération, il exhibe sa carte d'adhérent à l'Organisation des Anciens Moudjahidine. Il a été détenu de 1957 à 1962 : il cite des témoins connus avec lesquels il a souffert l'humidité débilitante des prisons colonialistes.

- "J'en ai marre, je quitte le pays".

Une lettre de la Sous-Direction de l'Emigration et des mouvements de main-d'oeuvre atteste bien qu'il a demandé l'octroi d'une carte ONAMO.

- "Alors ?"

- "Un des responsables de l'U.G.T.A. m'a conseillé d'attaquer la décision de licenciement devant le Prud'homme."

- "C'est tout ?"

- "C'est tout."

- "Pourquoi ne l'as-tu pas fait ?"

- "Je ne peux pas attaquer l'Etat"

- "Comment ça ?"

- "L'entreprise qui m'employait est une entreprise publique, ce n'est pas privé."

Ce témoignage, paru dans un journal officiel, n'est-ce pas là une condamnation de la politique du pouvoir. Si un tel témoignage a été publié, c'est que la colère du peuple grandit. Les chômeurs en ont marre et ils bousculent de plus en plus les bureaucrates qui sont bien obligés de refléter le mécontentement.

A Noter...

STATUT JURIDIQUE DE L'EMIGRE ALGERIEN

(d'après une étude parue dans Algérie-Actualité du 30 janvier 1972)

Les Accords d'Evian prévoyaient expressément la liberté de circulation des personnes entre l'Algérie et la France. Mais, dès les premiers mois de l'année 1963, ce principe fut remis en cause.

Devant l'afflux de travailleurs algériens, les autorités françaises tentèrent de négocier avec le gouvernement algérien une convention de main-d'oeuvre de type classique. Les Algériens ayant refusé, les Français installèrent un contrôle dans les ports et les aéroports, en vue de dépister et de refouler les "malades".

Protocole du 10 avril 1964

Un protocole d'accord fut signé le 10 avril 1964. Il portait sur les questions de main-d'oeuvre.

Dorénavant, les arrivées des travailleurs algériens seraient fixées en fonction *"du côté algérien, des disponibilités de main-d'oeuvre, et des disponibilités du marché de l'emploi du côté français"*.

Il s'agissait là d'une pure clause de style selon Algérie-Actualité *"puisque les disponibilités algériennes en main-d'oeuvre sont illimitées dans un avenir prévisible au moins"*.

Ce fut donc le gouvernement français qui fixa trimestriellement ses besoins en main-d'oeuvre. D'autre part, le contrôle médical était désormais exercé en Algérie par des médecins français. Les familles des émigrés ne pourraient venir que si ces derniers disposaient *"d'un logement conforme aux règles de l'hygiène"*.

En pratique, ce texte connaît des difficultés d'application : double file dans les ports et les aéroports, notice individuelle pour les Algériens, refoulement des "faux touristes".

L'accord du 27 décembre 1968

Ce nouvel accord est signé à Alger et bien qu'il se situe dans le cadre de la déclaration des principes des accords d'Evian, il met l'accent sur trois points :

- *"apporter une solution globale et durable au problème relatif à la circulation, à l'emploi et aux séjours des ressortissants algériens sur le territoire français"* ;
- *"maintenir un courant régulier de travailleurs qui tiennent compte des volumes de l'émigration traditionnelle algérienne en France"* ;

./.

- "garantir et assurer la libre circulation des ressortissants algériens se rendant en France dans l'intention d'y exercer une activité professionnelle salariée".

Cela dit, l'accord prévoyait :

- 1) un contingent annuel "fixé à 35 000 par an pour une période de trois années"
- 2) l'institution d'un certificat de résidence.

Dans les limites du contingent, "les titulaires de la carte délivrée par l'ONAMO sont autorisés à séjourner en France durant une période de neuf mois afin d'y rechercher un emploi. A la fin de cette période, s'ils ont trouvé du travail, ils reçoivent un certificat de résidence valable pour une durée de cinq ans".

Un certificat de même durée est délivré aux Algériens s'établissant en France à un autre titre que ceux de travailleurs salariés et qui justifie d'une inscription au Registre du Commerce ou au Registre des Métiers ou à un Ordre Professionnel ou de la possession de moyens d'existence suffisants.

Le certificat est d'une durée de dix ans pour les ressortissants algériens qui peuvent faire la preuve d'un séjour supérieur à trois ans au 1er janvier 1969.

Des dispositions particulières sont prises pour les étudiants, les stagiaires, les fonctionnaires ou agents des organismes algériens, les travailleurs saisonniers. Dans ce cas, la durée des certificats est d'un an renouvelable pour les étudiants et les stagiaires, sur justification d'un certificat d'inscription ou d'une attestation de stage, de deux ans renouvelable pour les fonctionnaires ou agents des organismes algériens, pour une durée égale à celle du contrat pour les saisonniers.

Quant aux malades algériens admis dans des établissements de soins français, ils peuvent résider en France la durée de leur traitement augmentée d'un délai de trois mois.

Tout titulaire d'une carte de résidence en perd le bénéfice s'il s'absente pour une durée supérieure à six mois consécutive. Une prolongation peut cependant être accordée si elle est formulée avant le départ en France ou hors de France auprès des Ambassades ou Consulats. La carte peut être retirée pour ce qui concerne les cisifs s'ils sont en France depuis plus de six mois consécutifs sans emploi "ou s'ils ne peuvent pas justifier de ressources. Ils peuvent être rapatriés par les soins du gouvernement français, mais la notification du rapatriement doit être faite au Consulat algérien 21 jours au moins avant la date prévue pour son application".

Le renouvellement est automatique pour la durée du certificat initial. Cependant, les nouveaux migrants pourront voir leur renouvellement réduit, la période ne pouvant pas être inférieure à un an.

Les familles dans l'accord du 27 décembre 1968 ne peuvent venir que si elles sont munies de passeports et de certificats médicaux établis par la mission médicale française auprès de l'ONAMO, soit en France par des médecins agréés par l'ONAMO.

La liberté de circulation est admise sans discrimination aucune et sur simple présentation de la carte nationale d'identité pour les travailleurs algériens titulaires de leur carte de l'ONAMO et pour les titulaires d'un certificat de résidence en cours de validité.

Il s'agit en fait d'un procès-verbal de conversation entre les deux parties, dans lequel deux dispositions ont été adoptées :

- fixation du contingent à 25 000 par an, pour les arrivées 1972-1973.

- *"La délégation française ayant fait part d'un certain nombre de difficultés dans l'application de l'accord, les deux parties engageront début de l'année 1973 de nouveaux pourparlers."*

o o o

LE PROGRAMME DE LA F.A.O. POUR LE HODNA

Cette région comprend 270 000 habitants pour un million d'hectares. On y distingue quatre zones d'activité agricole :

- arboriculture : les propriétaires commercialisent leur production dans de bonnes conditions (revenus élevés) ;

- association céréales-élevage (autosubsistance)

- petits-éleveurs

- agriculteurs des zones montagneuses qui vivent par l'envoi des mandats des travailleurs émigrés.

La F.A.O. (Fondation des Etats-Unis) relève des inégalités très importantes dans cette région. Elle distingue cinq groupes dans la population :

- 10 % de la population dont des revenus dépassant 7 000 DA par an et atteignant 20 000 pour certaines familles. Dans ce groupe, il y a des "paysans" possédant les meilleures terres, disposant de tracteurs, bénéficiant de prêts. Ce groupe possède 40 % des ovins et des terres labourées et la plupart des abricotiers (rapportant 6 000 DA à l'hectare).

- les autres groupes font partie de la paysannerie pauvre dont les conditions de vie se dégradent d'année en année. Les experts de la FAO relèvent que le revenu par habitant est l'un des plus faibles en Algérie, ainsi que le taux d'occupation. Beaucoup de paysans ont un revenu inférieur à 8 DA par jour.

La F.A.O. prévoit un programme s'étalant sur dix ans, basé essentiellement sur l'hydraulique qui irriguerait environ 17 500 hectares pour un coût global de 250 millions de DA : constructions de barrages, de lacs collinaires, et surélévation du barrage du KSOD près de M'SILA. Ce barrage, dont la capacité est de 11,6 millions de m³ est actuellement envasé et ne retient que 3 millions de m³. Les travaux de surélévation doivent lui permettre d'atteindre 27 millions de m³.

Avec ce programme - lacs collinaires et forrages en plus - la F.A.O. fixe à 13 000 hectares les terres que l'on pourra irriguer, ce qui ne profitera en fin de compte qu'à 4 000 familles. Enfin, la F.A.O. prévoit que si toutes les conditions

sont réunies, en 1980 la valeur brute de la production dépassera 29 millions de DA. Enfin, le rapport de la mission estime *"qu'il n'est pas possible par les seules actions de développement d'élever le niveau de vie de toute la population déshéritée"*.

Ainsi, la F.A.O. reconnaît au terme de son étude son impuissance à résoudre les problèmes qui se posent aux 90 % de la population de la région du HODNA. Elle peut, certes, provoquer une augmentation de la production en multipliant les investissements. Mais, dans son optique, cela ne pourra pas se faire sans augmenter les inégalités sociales : seules quelques familles privilégiées pourront bénéficier de ce plan de développement.

Un tel exemple est pour nous riche d'enseignements, car il prouve qu'il n'y a pas de solution technique, ni économiciste aux problèmes du sous-développement. Il n'y a qu'une seule solution : LA REVOLUTION SOCIALISTE qui, en détruisant l'exploitation de l'homme par l'homme et les critères de rentabilité capitaliste qui en découlent, libèrera suffisamment d'énergie pour que les paysans pauvres transforment leur sort et fertilisent le désert.

o o o

LA CREATION D'UNE NOUVELLE SOCIETE MIXTE DE SERVICE PETROLIER

Cette société dénommée WKCIME est spécialisée dans les travaux liés aux forages pétroliers.

Elle lie la SONATRACH à la Société Roumaine d'Etat GEOMIN.

Elle vient s'ajouter aux autres sociétés mixtes par lesquelles la SONATRACH se lie au capital international : AIFOR, ALGEO, ALREG, ALFUID, ALDIA, ALTEST, ALGORE ...

o o o

A NOTER

Le conseil d'administration du programme des nations-unies pour le développement a adopté un programme d'assistance à l'Algérie dont le montant est de : 33 215 000 DA.

o o o

Pillage...

Gaspillage

LE SCANDALE DES "BORDELAISES" (OU VONT NOS CHERES DEVICES ?)

La Conserverie de la Société Nationale des Corps Gras (ex. C.R.E.S.P.O.) située au S I G est toujours fermée. Depuis 1969, les machines sont immobilisées, les cuves de stockage condamnées. Les confiseurs, les préparateurs, les tonneliers qui y travaillent ont été licenciés. La confiserie, à elle seule, a nécessité un investissement de 6 000 000 de DA.

Equippée d'un matériel ultra moderne, cette usine peut traiter 3 000 tonnes d'olives par an. Elle dispose de nombreuses possibilités de stockage : 67 cuves de 160 quintaux chacune et deux autres de 200 quintaux.

Bien que l'équipement actuel soit inutilisé (la production est nulle selon La République du 30 décembre 1971), une chaîne de machines pour huilerie a été commandée d'Italie et livrée il y a cinq ans : elle a coûté 14 M. d'A.F.

9 000 bordelaises - fûts de 225 litres - dont 1 444 neuves, 4 540 en très bon état et 3 148 usagées sont enfermées dans un local et ne servent plus à rien. La direction de l'usine a lancé récemment un appel d'offres pour les vendre au plus offrant.

A 100 mètres de là, l'O.N.A.P.O. (Office National des Produits Oléagineux) traverse une pénurie de bordelaises. Elle a fait appel à l'Espagne et à l'Italie pour s'en procurer !

On peut se poser plusieurs questions :

1) Pourquoi l'usine (ex. CRESPO) a-t-elle cessé ses activités depuis deux ans, alors que le pays connaît une pénurie permanente en huile d'olives ?

2) La raison invoquée fait état d'un manque d'approvisionnements en olives, or, la presse fait état d'une récolte abondante d'olives.

L'achat de bordelaises par l'ONABO étant précisément justifié par la nécessité de stocker les olives reçues,

3) Comment se fait-il que des machines ultra-modernes (donc à amortissement très rapide) soient installées dans une usine qui ne tourne pas ?

4) Pourquoi l'ONAPO commende-t-elle des bordelaises, alors qu'il existe un stock important à 100 mètres de ses ports.

La République met cela sur le compte d'un manque de coordination. En réalité, ce fait qui se renouvelle dans beaucoup de régions de l'Algérie, nous dévoile le véritable caractère de l'industrialisation en Algérie : une occasion pour la bourgeoisie de s'enrichir aux dépens du peuple. Ce qui intéresse nos bourgeois, ce n'est pas la production, ce sont les échanges (achats et ventes à l'étranger), sources de commissions, de pots-de-vin ... N'y-a-t-il pas des dizaines de milliards de francs - fruit de l'austérité des masses populaires - qui servent à l'achat de matériel dont nous n'avons aucunement besoin !

Pour finir avec cette affaire de la S.N.C.G., nous avons relevé dans le numéro de "La République" du 16-17 janvier 1972, l'information suivante : l'ONAPO a fini par prendre les bordelaises de la S.N.C.G., mais elle estime cette quantité insuffisante, aussi a-t-elle commandé à "ses fournisseurs habituels l'Espagne et l'Italie" 40 000 bordelaises à livrer d'ici mars.

Ces fûts serviront à stocker les olives dont la récolte est abondante. Cette récolte a subi déjà des dégâts importants dans la mesure où elle a été entreposée à même le sol (alors que l'usine - ex. CRESPO - ne fonctionne pas pour manque d'olives ; les futailles nécessaires n'ayant pas été livrées par la SONACOB (productrice de futailles) dont les ateliers n'auraient pas fait à temps les prévisions pour la campagne oléicole de cette année".

Parions que lorsque les fûts de la SONACOB seront prêts, le marché intérieur sera saturé. Il faudra peut être trouver un marché extérieur : l'Italie et l'Espagne, pourquoi pas ?

o o o

A F L O U

L'unité artisanale de tissage a fermé ses portes depuis juillet 1971 six mois seulement après son inauguration. Cette fermeture a coïncidé avec les congés annuels. Depuis, on attend toujours la réouverture!

En fait, le pouvoir avide d'inaugurations tapageuses pour impressionner les masses, avait fait ouvrir l'unité alors qu'elle était inachevée. Ainsi, il n'y avait pas la teinturerie prévue dans le projet, de même le chauffage central n'avait pas été installé *"alors qu'il est pratiquement impossible de travailler dans cette unité sans chauffage, surtout en hiver où le froid est très rigoureux à AFLOU"*. (La République du 18 janvier 1972).

Le matériel reçu de l'étranger *"est encore rangé dans de grandes caisses depuis plus de cinq mois. La moitié est entassée à l'intérieur du centre de tissage, le reste est abandonné carrément dehors, livré aux conséquences des intempéries"*.

Quant aux travaux, *"ils n'ont pas avancé d'un pouce"*. L'entrepreneur d'Alger se manifeste de temps en temps pour "bricoler", mais "il manque de bonne volonté. Sa mauvaise humeur est, semble-t-il, motivée par la *"réception d'une chaudière qu'il n'avait pas commandée"*.

Cette unité employait 50 personnes qui sont aujourd'hui au chômage. La conclusion du journaliste de "La République" est à citer : *"Aussi, est-il souhaitable de voir la reprise normale des travaux engagés pour que cette unité artisanale puisse réouvrir ses portes le plus tôt possible en attendant le miracle du "spécial" pour une population qui vit dans l'extrême dénuement"*.

o o o

./.

UNE LISTE QUI SERAIT ACCUEILLIE AVEC JOIE

A propos de l'affaire de la SONACOME, Révolution Africaine reconnaît publiquement ce que nous n'avons pas cessé de dénoncer, le fait que des "sociétés étrangères, pour décrocher tel ou tel marché, offrent des ristournes, des commissions et des cadeaux à des individus sans intégrité, sans morale, sans conscience". (Révolution Africaine n° 407).

Il révèle aussi que "ces sociétés essayent de prendre le maximum des marchés dans notre pays et, pour cela, la commission placée dans un compte bancaire à l'étranger est le moyen le plus utilisé".

Que propose Révolution Africaine ? Qu' "une liste complète de ces sociétés étrangères soit faite et qu'elle soit communiquée à toutes les entreprises nationales, lesquelles devront cesser toute collaboration avec elles".

Parions que, si cela était fait, ces sociétés étrangères ne sauraient plus où donner de la tête devant les offres de marché de la bourgeoisie d'Etat !

o o o

L'AFFAIRE KASSA

La cour spéciale de répression des infractions économiques s'est saisie de l'affaire KASSA appelée encore affaire de la SONACOME.

KASSA, ex-directeur de la division "machines-outils à la SONACOME" est inculpé "d'atteinte au patrimoine national".

Trois accusations sont portées contre lui :

- la signature d'un contrat avec la R.D.A. portant sur l'achat de 5 000 moteurs hydrauliques ;
- l'achat d'un matériel scolaire à la société Vernier ;
- la présidence déclarée illégale d'un syndicat de commerçants européens spécialisé dans l'écoulement du matériel sanitaire, robinetterie, etc ...

L'évaluation du "préjudice matériel" s'élève à plus de 5 millions de DA. Les principales victimes de ce détournement sont l'Education Nationale (1 747 100 DA) et la SONACOME avec l'achat de 5 000 moteurs à la RDA pour 3 291 000 DA, contrat signé à Berlin le 24 juin 1969 avec TECHNOCOMMERZ.

On reproche encore à KASSA la signature, à Nice, le 30 avril 1968, avec les Etablissements VERNIER d'un marché d'une valeur de 5 938,700 DA portant sur la fourniture de matériel à des conditions autres que celles initialement prévues.

L'affaire de la R.D.A. a permis à KASSA de détourner à son profit le montant des remises qui variaient entre 10 et 25 %. Une large part de ces commissions consenties par les fournisseurs était laissée à l'étranger.

./.

La Cour spéciale a condamné KASSA à vingt années de prison. Pour les autres inculpés de cette affaire : trois ans de prison sont infligés à HABRA Maurice, courtier d'origine libanaise, trois ans de prison pour MALKIS ALLAH, quant à MEZANI MALEK, il est mis en liberté provisoire.

L'affaire KASSA, qui a provoqué un grand nombre d'articles démagogiques dans la presse, a éclaté malgré les précautions prises par les bourgeois d'Etat, elle a alors été utilisée pour montrer au peuple la sévérité du pouvoir révolutionnaire. KASSA n'est sûrement pas le seul affairiste en Algérie. Les autres, mieux placés ou mieux protégés, ne sont pas inquiétés. Ils tiennent le haut du pavé en se lançant dans la démagogie du Plan quadriennal ou de la Révolution agraire.

Mais, croient-ils que le peuple algérien est dupe de leurs histoires ? Il suffit d'entendre les gens discuter entre eux pour en apprendre long sur les détournements, les vols, les biens mal acquis des grands du moment : un tel qui n'avait pas un sou en 1962 a ouvert un commerce, un hôtel, a construit une villa ... Et rien n'échappe à la vigilance du peuple. Le moment viendra où il faudra rendre des comptes !

o o o

COMMERCE ET SOUS-DEVELOPPEMENT

Les contradictions entre les différentes fractions de la bourgeoisie algérienne se manifestent actuellement par des luttes intenses pour le contrôle du commerce. C'est l'occasion d'un déballage général de révélations au niveau des différents organes de presse concernant les problèmes de la commercialisation dans notre pays.

En gros, on peut distinguer deux tendances :

- ceux qui veulent créer un monopole étatique de la commercialisation avec un développement de l'influence des sociétés nationales de commercialisation jusqu'au commerce de gros et de demi-gros (et même pour certains au commerce de détail) ;

- et d'autres qui pensent que l'intervention d'intermédiaires entre la production et la consommation peut alourdir la structure des prix et qu'il est préférable de laisser aux unités de production le soin de commercialiser elles-mêmes leurs produits.

Il est évident que, dans le second cas, les unités de production seraient obligées de passer par les circuits traditionnels de commercialisation, dominés actuellement par les capitalistes privés.

Ce débat reflète, en fait, les contradictions d'intérêts entre la bourgeoisie d'Etat d'une part et la bourgeoisie compradore (négociants, grossistes) d'autre part. La première cherche à étendre ses profits, la seconde cherche à conserver ses privilèges.

En dernière analyse, c'est sur le dos des consommateurs (le peuple) que se conclura toute l'affaire. Car les résultats de ces luttes d'intérêts, c'est l'accroissement des pénuries, la généralisation du marché noir, la hausse de prix à la consommation.

L'enjeu de cette lutte est double :

- d'une part, le contrôle du commerce et des réseaux de distribution est un des facteurs de l'accroissement des profits en récupérant une partie plus ou moins grande de la plus-value produite dans les domaines autogérés, dans les entreprises et dans le secteur traditionnel de l'agriculture.

- d'autre part, le monopole du commerce avec l'impérialisme détermine la classe à qui ira la ristourne consentie par les fournisseurs étrangers à leurs valets locaux (cette ristourne, prix du pillage du sol national est le moyen le plus important de l'enrichissement et de la formation d'une bourgeoisie locale). (Voir notamment l'affaire KASSA).

Algérie-Actualité du 30 janvier 1972 mène une attaque en règle contre les sociétés nationales de commercialisation. C'est ainsi qu'après avoir admis la nécessité d'une "maîtrise du commerce extérieur et d'une rationalisation des circuits internes de distribution", il émet des doutes sur la capacité des S.N.C. à trouver les meilleures conditions de qualité et de prix pour les produits importés destinés à d'autres sociétés nationales.

C'est un rapport du C.N.E.S. (Conseil National Economique et Social) sur la fonction commerciale qui sert de document de base à cette critique. Ainsi, on révèle que la mise en place des sociétés de commercialisation (SONACOB, SN. COTEC, SN des Outils Ménagers, SN des Nouvelles Galeries Algériennes, ONACO, SONACAT) qui devait aboutir à un "contrôle plus strict des circuits internes et externes" a eu pour résultat effectif la mise en place de ces sociétés "pour elles-mêmes". "Autrement dit, le but initial d'intérêt général a été perdu de vue au profit des ... monopoles eux-mêmes. Il s'agit là d'une accusation à peine voilée selon laquelle ces sociétés n'ont pas oeuvré dans le sens de l'intérêt général, mais celui des bourgeoisies d'Etat qui les composent et pour lesquelles elles ont réalisé des gros profits (soustraits en quelque sorte aux capitalistes du secteur privé).

Ces profits, on nous l'indique, sont très élevés. La rente (profit) du monopole (Société Nationale ayant le monopole de l'importation ou de l'exportation d'un produit) en matière de commerce extérieur, prend trois formes :

- le visa préalable à l'importation entre 0 et 5 %

- l'achat pour compte dans lequel la S.N.C. joue le rôle d'intermédiaire entre le fournisseur étranger et le client algérien. Le coût de cette opération varie entre 5 et 10 % de la valeur du produit dédouané.

- le monopole de l'importation et de la commercialisation des produits dont les frais varient entre 20 et 30 % et parfois plus.

"A cette rente vient s'ajouter le coût d'intervention". Cette mauvaise gestion des circuits de distribution grève considérablement le coût final du produit si l'on considère le prix proposé par le fournisseur étranger. Ainsi, pour l'acier ordinaire, la différence entre le prix fournisseur tunisien par rapport au prix S.N.S. monopole dépôt Alger, varie entre 24,78 % et 30,83 %. Si l'on ajoute la rente monopole 10 %, cela représente un écart moyen de 39,29 %.

Pour les produits textiles monopole SN.COTEC l'écart des prix entre le fournisseur espagnol et la S.N.C. prix dépôt est de 74 %.

Quant au bois et dérivés, la différence du prix est de 57,60 %.

Il s'agit là, selon Algérie-Actualité, d'un "détournement de ressources financières" qui a pour effet "une augmentation des coûts de production qui rend nos produits de moins en moins concurrentiels sur le marché international."

./.

Ainsi, pour la SONITE , dès le moment où elle fut désaisie de la fonction de commercialisation (juillet 1971) ses prix de revient se sont élevés. Enfin, ces sociétés nationales de commercialisation sont incompétentes ; elles méconnaissent le marché comparées aux unités de production qui, de par leur expérience seraient plus efficaces."

En somme, ce qui est en cause dans cet article, c'est la gestion technocratique qui, en recherchant la meilleure planification, les meilleures techniques, les plus hauts rendements, etc ... se base sur une conception qui voit dans la réalité une abstraction que l'on peut réduire en chiffres et en graphiques, sur lesquels on peut agir à volonté, comme cela se fait sur le papier. Mais, du projet à la réalisation, les coûts de production s'accroissent, le gaspillage s'intensifie, les réalisations se bloquent, les choses et les gens se présentent dans la réalité concrète qui n'obéit pas à la volonté de tel ou tel technocrate, mais à ses propres lois, à ses propres contradictions.

Aussi, les critères de rentabilité capitaliste, de rationalité des choix budgétaires mis en avant par la bourgeoisie d'Etat pour justifier sa politique apparaissent clairement ici comme ayant seulement une fonction idéologique : cachier le pillage et le gaspillage.

L'exemple des sociétés nationales de commercialisation démontre l'incapacité de la bourgeoisie à promouvoir un développement de type capitaliste dans un pays dominé et exploité par l'impérialisme. Les échanges externes ne font qu'accroître le sous-développement. En important la technologie et le matériel de puissance impérialistes, on importe en même temps, l'idéologie et le gaspillage, de recherche individualiste de recherche du profit, ~~au~~ détriment de l'intérêt national. C'est bien cela que le P.R.S. dénonce depuis de nombreuses années. Pour compléter ce dossier de la commercialisation, deux affaires : celle de la commercialisation des eaux minérales et celle des voitures d'occasion.

LA COMMERCIALISATION DES EAUX MINÉRALES PAR L'O.N.A.C.O.

Désirant commercer directement les eaux minérales, l'ONACO de it "supplanter 200 grossistes répartis à travers le territoire national". Pour cela, il fallait disposer de 200 dépôts, d'autant de camions pour les alimenter, de circuits de distribution et de ramassage des bouteilles vides. Or, tout le parc de l'ONACO ne suffirait pas pour approvisionner ces 200 dépositaires en plus des trois dépôts d'Alger (55% de la production), Oran et Annaba. Tous les camions disponibles ont donc été dirigés sur Saïda pour obtenir un approvisionnement normal, mais cela s'est fait aux dépens des autres denrées.

C'est ainsi qu'il y a eu rupture des stocks pour la plupart des autres produits. En plus, du point de vue des bouteilles vides, la rotation ne se faisait pas assez rapidement, les stocks sont devenus insuffisants et l'ONACO fut obligée d'importer des bouteilles car la S.N.I.V. ne pouvait satisfaire sa commande. Bref, "depuis quelques jours, la bouteille de 75 cl d'eau minérale a augmenté de 5 centimes. Est-ce une coïncidence ?"

Le résultat de la désorganisation des circuits a été l'arrêt de la mise en bouteilles. Les machines ont été arrêtées le 26 novembre par manque de bouteilles et de casiers !

L'auteur de l'article conclut que "alors que l'on s'attendait à une stabilisation, sinon à une baisse des prix, voilà que la prise en charge de la commercialisation des eaux minérales par une société nationale coïncide avec l'augmentation des prix de détail."

./.

Le marché des voitures d'occasion

Dans un article intitulé "Automobiles : occasions au prix du neuf", Algérie-Actualité du 23 janvier 1972 fait le procès de la politique du pouvoir en matière de voitures particulières.

Au cours de l'année 1971, l'entrée des voitures particulières a été limitée. C'est pour cette raison que, selon Algérie-Actualité, la spéculation et le marché noir ont été favorisés.

En fait, la réduction des importations de véhicules neufs et de pièces détachées a été imposée au pouvoir par ses difficultés de trésorerie et l'impossibilité devant laquelle il s'est trouvé de financer des achats de voitures, prenant le risque de mécontenter cette partie de la petite-bourgeoisie bureaucratique pour laquelle la possession d'une voiture particulière est un signe de réussite, une introduction dans les milieux fermés, un atout pour se marier. N'est-ce pas d'ailleurs pour jouir de ce prestige attaché à la voiture particulière que de nombreux petits fonctionnaires se privent, s'endettent, se laissent corrompre et vont même jusqu'à détourner des fonds. Il faut cependant noter que certaines personnes, certaines sociétés échappent miraculeusement à ces restrictions puisqu'il est courant de rencontrer sur les routes des modèles récents flambants neufs, fraîchement immatriculés et qui n'appartiennent évidemment pas à n'importe qui.

Selon AKROUF, P.D.G. de la SONACOME, la voiture n'est pas un produit de luxe. Et, après cette restriction momentanée, il envisage de reprendre les importations de voitures particulières sur la base de 23 000 véhicules par an, soit 13 000 pour le renouvellement des voitures hors d'usage et 10 000 pour les nouveaux clients.

Comment faire admettre aux masses algériennes que des milliards seront dépensés pour l'achat de voitures alors qu'on leur recommande constamment l'AUSTERITE et que les produits nécessaires (alimentation, médicaments et piles) ne sont pas importés sous le prétexte d'économiser les devises ?

Cette consommation de voitures ne peut même pas se justifier par l'existence d'une industrie nationale à stimuler puisque les Etablissements Renault-Algérie ont fermé leurs portes (en licenciant 1 000 personnes) et que le projet de construction d'une usine à ORAN a été abandonné. Notons ici, pour souligner, une des pratiques courantes de mystification du pouvoir, que ce projet avait été rendu public le 8 juillet 1970. Le contrat, un des plus élevés de tous les temps, (850 millions de dinars) devait aboutir à la construction d'une usine qui se fournirait en produits de la "sidérurgie algérienne", d'où sortirait une voiture légère baptisée ORAN 7. Après un battage de plusieurs semaines, ce fut le silence. Tout le monde croyait que le projet était en bonne voie de réalisation. Apparemment, il n'en est rien puisque ce projet a été abandonné. De toutes façons, selon AKROUF, l'Algérie n'envisage plus de créer une simple chaîne de montage, mais une "véritable industrie automobile".

Dans ces conditions, pourquoi ne pas attendre la création de cette industrie pour renouveler et élargir le parc des voitures particulières. Après tout, en Chine Socialiste, les voitures particulières n'existent pas. Pourquoi ne pas économiser nos précieuses devises pour acheter des produits prioritaires ?

C'est alors que le boutiquier réapparaît chez AKROUF. La SONACOME a le monopole de l'importation des voitures. Il faut qu'elle en importe pour justifier son existence. De toutes façons, les Algériens achètent des voitures d'occasion. Ces dernières sont hors de prix. Tous les vieux tacots sont rafistolés et revendus au prix du neuf. Il y a là tout un marché à prendre et qui est abandonné aux vendeurs et revendeurs privés. Le bruit avait d'ailleurs couru que la SONACOME allait prendre le contrôle du marché de la voiture d'occasion. Selon AKROUF, ce bruit a été répandu pour faire "monter les prix" et la SONACOME n'a pas l'intention de prendre ce marché, car le contrôle serait trop difficile à réaliser pratiquement.

Il faut cependant reconnaître que des pressions s'exercent à travers la presse pour que les autorités importent de nouveau des voitures particulières. Les chiffres des accidents dûs au mauvais état des véhicules sont avancés. Ces accidents, toujours selon ces articles, coûtent très chers (16 795 068,88 DA en 1970) et l'Etat n'a-t-il pas intérêt à ce qu'il y ait beaucoup de voitures ? Il perçoit des taxes à l'entrée (droits de douane très élevés), des impôts (la vignette : 146 430 ont été vendues l'année dernière pour la somme de 59 306 292 DA) et enfin des taxes sur l'essence.

Au fond, les petits bourgeois ont raison d'exiger la reprise des importations puisqu'ils constatent que l'Etat, l'armée, le Parti, les personnalités continuent d'importer des nouvelles voitures. Pourquoi leur demander une austérité que l'on applique pas en haut lieu, ou bien prône-t-on l'austérité pour la masse afin de préserver les privilèges de la minorité.

C'est ce constat qui fait bouillir de colère pas mal d'Algériens depuis celui qui se plaint parce qu'il ne trouve pas de pommes-de-terre jusqu'à celui qui est mécontent parce qu'il ne peut acheter de voitures.

Cette situation nous permet de mieux souligner les contradictions objectives qui se développent dans notre pays. D'un côté, on développe le capitalisme, le pillage, le gaspillage avec la mentalité d'individualisme, d'arri-visme, de soif de profits et de richesses et de l'autre, on parle de socialisme, de sacrifice, d'austérité.

L'éclatement qui est à prévoir pour bientôt sera à la mesure de ces contradictions !

o o o

COUP D'ETAT AU GHANA : L'ARMEE REPREND LE POUVOIR

Dans la nuit du 12 au 13 janvier, une junta militaire dirigée par le Colonel ACHE AMPONG a pris le pouvoir à ACCRA, alors que le Premier Ministre Ghanéen le Dr. BUSIA se trouvait à Londres.

C'est le 21ème coup d'Etat en neuf ans au Sud du Sahara et le deuxième que connaît le Ghana : on se souvient que le 24 février 1966, l'armée avait renversé KWANE N'KRUMAH (le Ben Bella ghanéen), alors que ce dernier se trouvait en visite officielle à Pékin. Son successeur, le général ANKRAH avait failli être éliminé par un coup d'Etat en avril 1967. Mêlé à une affaire de corruption, il est remplacé en avril 1969 par le Général AFRIFA. En août 1969, des élections amenaient au pouvoir le Dr. BUSIA.

Les auteurs du Coup d'Etat regroupés dans un Comité de Rédemption Nationale justifient, comme à l'accoutumée, leur coup de force par leur volonté de mettre fin à la corruption, la mauvaise gestion.

Le colonel ACHE AMPONG, militaire de carrière, formé en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, n'a pas hésité à proclamer : *"tout le monde sait que nous ne sommes pas poussés par l'amour du pouvoir politique"*. Cependant, il a ajouté qu'il avait pris le pouvoir pour empêcher le Dr. BUSIA de commettre des erreurs nouvelles. Il accuse ce dernier d'avoir retiré à l'armée et à la police *"un petit nombre d'avantages dont elle jouissait même sous le régime de N'KRUMAH"*.

En fait, le Ghana, pays monoproduiteur de cacao, soumis à l'exploitation impérialiste connaît depuis longtemps une grave crise économique. Le 30 décembre dernier, pour faire face à une dette extérieure de deux milliards de francs, le gouvernement ghanéen avait été obligé de dévaluer sa monnaie de 44 % par rapport au dollar. Le résultat a eu pour effet de décupler le chômage et d'augmenter le mécontentement populaire. C'est cette situation de crise qui a permis aux militaires de s'emparer du pouvoir.

Notons que le Ghana, bien qu'il reçoive une aide financière appréciable de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, se trouve dans une situation catastrophique du fait que le prix d'achat du cacao a diminué des deux-tiers au cours des six dernières années et que l'aide américaine et anglaise "ne représentaient qu'une goutte d'eau par rapport aux pertes financières entraînées par la chute des cours du cacao".

Ce sont les paysans producteurs qui sont les principales victimes de la division internationale du travail et de l'exploitation impérialiste.

Le Ghana avait besoin d'un homme fort pour maintenir l'ordre car le Dr. BUSIA, universitaire bien pensant, répugnait à faire preuve d'énergie et se montrait attaché aux apparences constitutionnelles. D'où le coup d'Etat !

LE REVEIL DES AFRICAINS EN RHODESIE

Le 13 janvier, de violents incidents se sont produits dans la ville minière de SHABANI à plus de 300 km de Salisbury, capitale de la Rhodésie. La police a ouvert le feu sur les manifestants faisant un mort et neuf blessés.

De nouvelles émeutes ont eu lieu dans la nuit du 16 au 17 janvier dans les quartiers africains de Gwelo où des noirs ont incendié des voitures appartenant aux européens et pillé des magasins. Le lundi matin, de nombreux africains ne se présentaient pas au travail.

Le mercredi 19 janvier, c'est cette fois dans la banlieue même de Salisbury que les émeutes ont éclaté. Dès manifestants, pour la plupart, des jeunes gens, ont tenté de gagner le centre de la ville et ont attaqué un poste de police. C'est la première fois que des incidents de cette importance se produisent dans la capitale.

Ces incidents ont lieu au moment où une commission présidée par Lord Pearce arrivait de Londres pour enquêter sur la possibilité de reconnaître aux cinq millions d'africains le droit d'exercer une activité politique pour une période limitée, conformément à l'accord entre Anglais et Rhodésiens. On se souvient que la minorité blanche de Rhodésie avait proclamé l'indépendance d'une façon unilatérale établissant en Rhodésie un régime de type sud-africain. Londres, mise au pied du mur par les pays africains n'avait pas réagi et avait fini par reconnaître le nouveau régime. Dès lors, seuls les intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire les millions de noirs maintenus par les racistes blancs dans une condition proche de l'esclavage (travail forcé dans les mines, logement dans les ghettos, absence de droit politique, etc ...) pouvaient changer leur sort.

Depuis plusieurs mois, on assiste à la montée de la résistance des masses africaines. Les incidents deviennent plus nombreux, la tension augmente. Les régimes racistes sont obligés de violer eux-mêmes les accords qu'ils ont signés en refusant aux noirs la possibilité de se réunir et d'avoir des activités politiques. Par leurs manifestations, des noirs de Rhodésie ont montré à la commission Pearce et au monde entier qu'ils n'acceptaient plus désormais que l'on décide de leur sort.

En Afrique du Sud, bastion du racisme, la situation est encore plus explosive : incidents, manifestations, grèves se multiplient.

En Namibie, depuis plus de six semaines, plusieurs milliers de travailleurs noirs en grève refusent de prendre le travail et défient ouvertement les autorités.

Nous aurons encore l'occasion de reparler de cette région de l'Afrique où les contradictions impérialistes se manifestent avec le plus de violence.

o O o

EGYPTE

Les étudiants demandent des comptes

Le 23 juillet 1971, le Président SADATE déclarait : "Je réaffirme que l'année 1971 sera une année décisive pour le règlement du conflit israëlo-arabe, soit par la paix, soit par les armes? Nous n'accepterons pas de rester indéfiniment dans une situation qui n'est ni la guerre, ni la paix. Cette situation est intolérable pour le peuple et pour notre armée ... A défaut d'un règlement politique, nous sommes prêts à faire la guerre, même si nous devons payer le prix d'un million de martyrs."

L'année 1971 s'est écoulée, qu'en est-il vraiment ?

Israël continue d'ignorer le questionnaire Jarring, malgré toutes les concessions faites par l'Egypte. Bien plus, il nargue le Président égyptien par la bouche même de son ministre de la défense : Dayan.

"Il ne faut pas donner trop d'importance aux déclarations belliqueuses du Président Sadate. L'essentiel (pour Dayan) c'est que le chef d'Etat égyptien se soit rendu compte de la puissance israëlienne, non seulement celle déployée le long du Canal de Suez, mais aussi celle stratégique et aérienne à l'intérieur du Sinaï". (Combat du 17 janvier 1972).

Le Président égyptien est allé loin (trop loin) sur la voie des concessions. Au point où Israël ne se gêne plus pour s'installer dans les territoires occupés et refuse toutes les ouvertures égyptiennes.

Le 13 janvier 1972, sommé par les masses égyptiennes d'expliquer pourquoi l'année 1971 n'a apporté aucun changement, El Sadate explique : "La bataille est inévitable ... Nous choisirons nous mêmes la date de la bataille, car nous tenons compte du contexte international qui est un facteur déterminant de toute victoire, car notre bataille n'est pas isolée des autres batailles qui se déroulent dans le monde. En effet, la guerre indo-pakistanaise m'a obligé de remettre à plus tard l'exécution de ma décision de faire de l'année 1971 l'année qui devait mettre fin au statu-quo au Proche-Orient".

Sadate aurait même mis en cause "le brouillard épais qui s'était étendu sur l'ensemble de la région" pour expliquer son absence d'initiatives, alors qu'il avait fixé lui-même la fin de l'année 1971 comme une échéance. Ces arguments peu convaincants ont fait rire la presse internationale. Ainsi le Figaro du 14 janvier 1971 ironise sur "l'étonnant alibi de M. Sadate". Mais, le peuple égyptien, lui, a compris, si besoin en était, dans quel mépris le tenait ses dirigeants.

Dès ce moment, la tension commence à monter au Caire. Les étudiants s'agitent, des résolutions sont votées ça et là mais la censure ne les laisse pas passer.

Cependant, EL SADATE ne s'arrête pas là. Il remanie le gouvernement MM. Riad et Faouzi rescapés de la période nassérienne sont remplacés et c'est un gros propriétaire terrien, Mareï qui est désigné à la tête du parti unique égyptien, l'Union Socialiste Arabe. Les étudiants au Caire déclenchent la grève.

Le 18 janvier au soir, les étudiants de l'institut polytechnique et de la faculté des sciences politiques du Caire réclament "la démission du gouvernement Sedki, une autocritique du Président Sadate et des décisions immédiates en vue de déclencher une guerre populaire contre Israël".

La réaction de EL SADATE est double : d'une part, il dénonce les américains qui viennent de livrer des phantoms à Israël, en demandant au nouveau cabinet de prendre les mesures nécessaires pour transformer "l'économie du pays

en économie de guerre" et de préparer la mobilisation de tout le potentiel du pays afin de relever le "défi américain". Et, à ce titre, les étudiants étaient autorisés à tenir des meetings dans les universités. Mais, d'autre part, il menace les étudiants en les avertissant qu'il "n'acceptera jamais une pression intérieure".

Le nouveau secrétaire général reçoit une délégation des étudiants, il leur promet l'organisation, le plus tôt possible, d'un congrès et il les autorise à recevoir une préparation militaire.

On se rappelle que ce n'est pas la première fois que les étudiants égyptiens demandent à participer à la libération de leur pays et, à ce moment là, on leur avait permis de s'occuper de défense passive. Cette fois encore, le pouvoir a peur de donner des armes aux jeunes. Aussi, après avoir promis de multiplier les périodes de préparation militaire, il refuse de les intégrer effectivement dans l'armée. Seuls, les volontaires pour les commandos qui s'engagent pour une période supérieure à six mois sont acceptés.

Le 20 janvier, des milliers d'étudiants se réunissent pour faire le bilan de la rencontre avec Mareï. Ils se constituent alors en congrès et décident de demander au chef de l'Etat de venir s'expliquer lui-même sur sa politique "faute de quoi l'occupation des locaux continuera". Des représentants des principaux lycées et des autres universités se joignent au mot d'ordre. Une commission est chargée de rédiger des questions et des résolutions qui sont adressées à SADATE, dont voici les plus importantes :

Questions

- quelle est la signification de ce prétexte du "brouillard"?
- dans les milieux estudiantins, le bruit court que l'assistance soviétique est limitée dans les circonstances actuelles, mais vous dites que des entretiens de déroulent à un niveau supérieur avec les soviétiques. Quelle est la nature de ces entretiens ?
- si les Etats-Unis sont nos ennemis, pourquoi donc n'avons-nous pas pris la décision de frapper leurs intérêts en Egypte et dans le monde arabe ?

Résolutions

- refus de la solution politique à la crise du Proche-Orient et retrait de l'acceptation par l'Egypte de la résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967.
- refus du plan Rogers et retrait de l'initiative égyptienne de février dernier pour la réouverture du Canal de Suez.
- boycottage de l'entraînement militaire appliqué dans les universités sous sa forme actuelle et application immédiate d'un système d'entraînement militaire sérieux.
- levée de censure sur la presse et jugement des responsables de l'information qui ont déformé la vérité, et à leur tête Mohamed Hassanein Heykal (rédacteur en chef de l'officieux "Al Ahram", et Moussa Sabri (rédacteur en chef du quotidien "Al Akhbar".
- protestation contre le choix de M. Sayed Mareï au poste de premier secrétaire du parti.
- garantie de la liberté d'expression au sein de l'Université.

./.

- libération des ouvriers des usines d'Hélouan (des troubles, dans cet important centre industriel, s'étaient déroulés en août de l'année dernière).

- libération des quatre inculpés dans l'assassinat de M. Wasfi Tall, Premier Ministre Jordanien.

- rupture des relations avec la Jordanie.

- appui à toutes les organisations palestiniennes.

- suppression des programmes de télévision et radio "frivoles" qui portent atteinte au moral de la population.

Le 22 janvier, les étudiants réclament la levée de la censure qui frappe la publication des questions et résolutions. Ils n'obtiennent pas satisfaction, le pouvoir comptant sur l'approche des vacances universitaires pour disperser les étudiants.

Le lendemain, les étudiants envisagent une marche silencieuse depuis l'université jusqu'à l'immeuble de l'Assemblée nationale. Mais, d'importantes forces de l'ordre étaient mobilisées à deux pas du pont conduisant de l'université au centre de la ville et des pressions furent exercées sur eux pour attendre la réunion avec le Président.

La nuit même, le Campus est occupé. Plus de 2 000 étudiants grévistes sont arrêtés, parmi lesquels les principaux dirigeants du "Comité National".

Le lundi matin, les étudiants, par groupes de plusieurs centaines, gagnent la place "Al Tahrir" et se répandent dans la ville, déclenchent des grèves et de violentes attaques se produisent contre les forces de l'ordre. Ces dernières sont constituées de jeunes soldats spécialement entraînés à la lutte anti-émeutes. La population stupéfaite, qu'on avait soigneusement maintenue dans l'ignorance d'une crise, assiste aux heurts violents des étudiants qui appliquent avec une combativité exemplaire les techniques de la guérilla urbaine contre les forces de répression.

Les habitants spontanément se solidarisent avec les étudiants qui ne font, en fin de compte, qu'exprimer tout haut ce que tout le monde pense tout bas. Les banlieues ouvrières sont bouclées tandis que les ouvriers du centre d'Hélouan avaient voté une motion de soutien au mouvement étudiant.

La répression a été déclenchée pour empêcher que le mouvement ne s'étende aux autres couches de la population.

Après les incidents d'Hélouan*, ceux d'Aboukebiri, de Kamchiche et les émeutes qui éclatent régulièrement au cours de matches de football, le pouvoir a peur, d'autant plus que les étudiants ont fait preuve d'une grande maturité et qu'ils ont montré qu'ils savaient ce qu'ils voulaient. "Notre mouvement est une réponse à l'incapacité du régime à mener la lutte pour la libération de notre pays" déclare un de leurs dirigeants.

Les étudiants égyptiens ne se laissent plus tromper par la politique capitulationniste de SADATE (qui rejette maintenant la responsabilité de sa passivité sur les Soviétiques). Ils sont décidés à aller plus loin et à refuser d'être tenus à l'écart des problèmes de leur pays. Lorsque SADATE les avait reçus, il y a cinq mois, il leur avait dit : "Et maintenant, retournez à vos études, laissez-nous travailler dans l'intérêt du pays".

./.

* 10 000 ouvriers avaient occupé l'aciérie et séquestré des délégués des ministères venus parlementer. Le pouvoir céda, mais, quelques jours plus tard les principaux responsables ouvriers furent arrêtés. A Abou'Kebiri, et à Kamchiche, les incidents ont eu pour origine les élections truquées et ont fait plusieurs morts.

Aujourd'hui, les étudiants restent sur leurs positions :

"tant que nous n'aurons pas obtenu ces réponses, nous continuerons notre mouvement de grève même après les vacances, sous une forme ou sous une autre."

Ce faisant, nous sommes certains d'être aussi les portes-paroles de la majorité de notre peuple".

o o o